



# Haiti : le sursaut

Nous sommes tous Haïtiens

*par Wole Soyinka*

Renaissance haïtienne

*par Marie-Laurence Jocelyn-Lassègue*

La tentation de l'an zéro

*par Michèle Oriol*

Presse haïtienne : le grand virage

*par Roberson Alphonse*

Les quatre piliers de la

reconstruction

*par Alex Dupuy*

L'université dans la rue

*par Jacky Lumarque*

L'UNESCO en action

*par Mehdi Benchelah*

Archives : René Depestre

*par Jasmina Šopova*



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

LE  
**Courrier**  
DE L'UNESCO

● Septembre 2010

ISSN 1993-8616

## Diversités

Nombre des sites sacrés à travers le monde constituent des lieux de rencontre de la diversité biologique et de la diversité culturelle. L'UNESCO s'engage à faire reconnaître leur rôle dans la préservation de l'environnement et des cultures.

L'Organisation est un des acteurs principaux de la mise en œuvre de deux années internationales célébrées en 2010 :

**l'Année internationale de la biodiversité**, dont l'objectif principal est d'inciter à la réflexion et à l'action en faveur de la protection des richesses animales et végétales, ainsi que de leurs environnements

[www.cbd.int/2010/welcome](http://www.cbd.int/2010/welcome)

et

**l'Année internationale du rapprochement des cultures**, dont l'objectif principal est de favoriser le respect pour la culture de l'autre et de briser les barrières entre les différentes cultures

[www.unesco.org/fr/rapprochement-of-cultures](http://www.unesco.org/fr/rapprochement-of-cultures)

Une conférence internationale sur le thème **Diversité culturelle et biologique** s'est tenue à Montréal (Canada) du 8 au 10 juin 2010.

Pour plus de renseignement :

[www.cbd.int/meetings/icbcd](http://www.cbd.int/meetings/icbcd)

## Lire :

Caldecott, Julian; Miles, Lera : **Atlas mondial des grands singes et de leur conservation, UNESCO, 2010**

Pour l'acheter :

[http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code\\_Livre=4726](http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code_Livre=4726)

## Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel

Rapport mondial de l'UNESCO, 2009

Pour l'acheter :

[http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code\\_Livre=4740](http://publishing.unesco.org/details.aspx?Code_Livre=4740)

Disponible en ligne :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001878/187827f.pdf>

## Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Kit d'information

<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001495/149502F.pdf>

## Qu'est-ce que le patrimoine culturel immatériel?

[www.unesco.org/culture/ich/doc/src/01851-FR.pdf](http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/01851-FR.pdf)

## Autres publications de l'UNESCO :

<http://publishing.unesco.org/results.aspx?&theme=3&change=F>

Photo : Peintures rupestres de la galerie Anbangbang, dans parc national de Kakadu (Australie), site du patrimoine mondial depuis 1981. L'art rupestre de Kakadu raconte 40 000 ans d'histoire.

© Our Place the World Heritage Collection





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**Le Courrier de l'UNESCO** est publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.  
7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP, France  
www.unesco.org/courier

**Rédactrice en chef** : Jasmina Šopova  
j.sopova@unesco.org

**Rédacteurs :**

**anglais** : Cathy Nolan

**arabe** : Bassam Mansour assisté par Zaina Dufour

**chinois** : Weiny Cauhape

**espagnol** : Luisa Futoransky et Francisco Vicente-Sandoval

**portugais** : Ana Lúcia Guimarães

**russe** : Katerina Markelova

**Stagiaire** : Noémie Antony

**Photos** : Danica Bijeljic et Fiona Ryan

**Maquette** : Baseline Arts Ltd, Oxford

**Impression** : UNESCO – CLD

**Renseignements et droits de reproduction**

Fiona Ryan

f.ryan@unesco.org

+ 33 (0)1 45 68 15 88

Les articles peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date.

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les photos appartenant à l'UNESCO peuvent être reproduites avec la mention © Unesco suivie du nom du photographe. Pour obtenir les hautes définitions, s'adresser à la photobanque : www.photobank@unesco.org

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

**Ce numéro a été publié avec le soutien du Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO.**



Œuvre du Centre national d'art, Port-au-Prince, Haïti. ©

© UNESCO/Fernando Brugman

# LE Courrier DE L'UNESCO

Septembre 2010



**Éditorial** par Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO 5

**DOSSIER**

**Nous sommes tous Haïtiens** par Wole Soyinka 8

**La responsabilité, trait d'union entre liberté et solidarité**  
par Bernard Hadjadj 11

**La culture, berceau de la renaissance haïtienne**  
par Marie-Laurence Jocelyn-Lassèque 13

**La tentation de l'an zéro** par Michèle Oriol 15

**Bâtir un tout autre pays** par Nancy Roc 19

**Presse haïtienne : le grand virage** par Roberson Alphonse 23

**En quête de plus d'humanité** par Raoul Peck 25

**Le cercle vicieux de l'économie haïtienne** par Gérald Chéry 27

**Culture et développement : le revers de la médaille**  
par Antonio Vigilante 29

**Les quatre piliers de la reconstruction haïtienne** par Alex Dupuy 31

**L'université dans la rue** interview de Jacky Lumarque par Jean O'Sullivan 34

**Éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets**  
par Jean Coulanges 36

**L'UNESCO en action** par Mehdi Benchelah  
**Une formation qui apporte sa pierre à la reconstruction** 38  
**Programme scolaire d'urgence** 39

**Archives**

**Kébé l'Inesko Fò** 41

**Entre utopie et réalité**, interview de René Depestre par Jasmina Šopova 44

**RUBRIQUES**

**Éclairage**

**L'éducation au péril de la crise financière** par Samer Al-Samarrai 47

**Éducation pour tous : nous ne tenons pas nos promesses**  
par Kevin Watkins 49

**Portrait**

**Ghani Alani : la calligraphie est le lien entre l'être et la lettre**  
par Bassam Mansour 51

**Perspectives**

**L'égalité des genres** interview de Sam Nujoma par Hans d'Orville  
et Clare Stark 53



*Intempérie. Cap-Haïtien.* ↻

#### DANS CE NUMÉRO

Par-delà les décombres, Haïti regarde son avenir d'un œil lucide. Après la catastrophe du 12 janvier 2010, les Haïtiens qui s'expriment dans ce numéro du *Courrier* ne se complaisent pas dans les lamentations. S'ils se tournent vers le passé, c'est pour mieux analyser la situation actuelle de leur pays et réfléchir à son devenir. S'ils lui reprochent d'avoir manqué de vision, d'être en proie aux superstitions ou pris au piège de la victimisation, c'est pour mieux débroussailler le terrain sur lequel il doit être reconstruit. Avec d'autres experts internationaux, qui ont participé au Forum « Reconstituer le tissu social, culturel et intellectuel d'Haïti », organisé par l'UNESCO le 24 mars dernier, ils attendent de la communauté internationale de les aider aujourd'hui de manière plus responsable

qu'hier. Mais les Haïtiens comptent avant tout sur eux-mêmes.

Pays où furent semées les graines de la tyrannie avec celles de la première Révolution Noire, pour reprendre l'expression du Nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature 1986, Haïti prépare sa refondation. Il s'agit de se reconstruire non seulement sur le plan politique, économique et social, mais aussi sur le plan intellectuel, affectif et moral. Pour cela, Haïti a besoin de s'appuyer notamment sur l'éducation, qu'il lui faudra réinventer, et la culture, sa force vitale essentielle. À l'échelle internationale, ces deux domaines relèvent des compétences de l'UNESCO, qui s'est engagée aussitôt après la catastrophe à aider le pays à se redresser.

**Jasmina Šopova**

# Éditorial

Par Irina Bokova

**Un pays entier panse ses blessures.** Il ne s'était pas encore remis du choc des cyclones, qu'un terrible séisme le dévastait. Le 12 janvier 2010, Haïti sombrait dans la détresse : d'innombrables vies ensevelies sous les décombres, d'innombrables foyers détruits, bibliothèques et musées dévastés, écoles en ruine, le bâtiment flambant neuf de l'Université Quisqueya effondré, la cathédrale de Port-au-Prince pulvérisée... ces images resteront à jamais gravées dans nos mémoires.

Depuis le début de l'année, Haïti est en deuil. Mais, comme ces « oiseaux innocents » qui « réapprennent à chanter dans le silence des gens », quand « la cicatrice fait son œuvre de tendresse »<sup>1</sup>, l'espoir renaissait déjà des cendres lorsque je me suis rendue dans le pays, à peine deux mois après la catastrophe. Je souhaitais à la fois exprimer la solidarité de l'UNESCO avec le peuple haïtien et décider, avec les autorités nationales, de la meilleure façon de concevoir l'assistance de notre Organisation.

Il est des moments où l'on ne peut retrouver toute la force de l'espoir si la solidarité fait défaut. Et il est vrai que nous avons tous tendu la main à cette île dévastée : à la Conférence internationale des donateurs pour Haïti, qui s'est tenue à New York le 31 mars dernier, des apports de près de dix milliards de dollars à moyen terme ont été annoncés, pour permettre au pays de se relever.

Le Président René Préval y a notamment lancé un appel en faveur de l'éducation et

l'UNESCO a répondu présente : ateliers de formation à la construction parasismique, programme scolaire d'urgence, soutien psychosocial à l'école (voir pages 38-40) ne sont que quelques-uns des premiers projets que nous avons soutenus, notamment grâce à la campagne de levée de fonds lancée dès le 14 janvier.

## L'armature culturelle

Quasiment en même temps que la Conférence de New York, l'UNESCO jetait, avec le ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti, les fondations du Comité international de coordination pour la culture (CIC). L'idée est née au siège de l'Organisation, le 16 février dernier, lors d'une rencontre internationale qui a fait le point sur l'état des sites du patrimoine et de la vie culturelle en Haïti après le tremblement de terre.

Présidée par la ministre haïtienne de la Culture et de la Communication, Marie-Laurence Jocelyn Lassègue, le CIC a pour mission de coordonner l'ensemble des interventions dans le domaine de la culture en Haïti et de mobiliser des ressources à cet effet. En juillet dernier, il s'est réuni pour établir une « feuille de route », recommandant, par exemple, de commencer l'inventaire de Port-au-Prince, la capitale, et de Jacmel, candidate à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial ; d'identifier les expressions culturelles immatérielles les plus menacées de disparition ; d'organiser la mise à l'abri des

**Il est des moments où l'on ne peut retrouver toute la force de l'espoir si la solidarité fait défaut. Et il est vrai que nous avons tous tendu la main à cette île dévastée.**

*Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO et Marie-Laurence Jocelyn-Lassègue, ministre haïtienne de la Culture et de la Communication. Port-au-Prince, mars 2010. ©*

1. « Intempéries 99 », poème de René Depestre. Célèbre écrivain haïtien, né à Jacmel, le 29 août 1926, il est un ancien fonctionnaire de l'UNESCO.



**« La culture est la ressource nécessaire à une société pour assurer le passage d'aujourd'hui à demain. »**

**Arjun Appadurai,**  
*sociologue indien*

archives, livres et autres biens culturels mobiliers ; de procéder à la collecte de données et à l'élaboration d'outils méthodologiques dans le secteur des industries culturelles.

Afin de permettre la réalisation des recommandations du CIC, j'ai décidé de créer un Comité international de donateurs, qui se réunira au début de 2011, pour examiner les premières propositions de projets.

Jusqu'à présent, l'UNESCO a investi quelque 450 000 dollars de son budget régulier dans des actions relevant du domaine de la culture en Haïti, dont le projet de sauvegarde du Parc national historique dans le nord de l'île qui revêt une importance toute symbolique pour le pays. Ce site du patrimoine mondial comprend, en effet, la Citadelle, le palais de Sans Souci et les bâtiments des Ramiers qui remontent au début du 19<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle la première République Noire a proclamé son indépendance.

Mais les dons commencent déjà à venir, comme celui d'une institution bouddhiste en République de Corée, visant à soutenir le projet

de « Pièces de théâtre dans les camps de déplacés à Port-au-Prince ». Je tiens beaucoup à ce projet car je crois que, grâce à son pouvoir cathartique, le théâtre sème des graines d'espoir même dans les terres les plus désespérées (voir encadré).

Et parce que je crois que la culture joue aussi un rôle de catalyseur de la société et de moteur de croissance, j'estime que le développement ne peut être conçu indépendamment d'elle. C'est une réalité qui commence à être acceptée : la culture pénètre enfin dans « la cour des grands » que sont l'économie et la finance. Pour preuve : elle a obtenu sa place dans le Programme d'évaluation conjointe des besoins post-séisme qui a été lancé le 18 février à Port-au-Prince.

#### **Les potos mitans de l'avenir**

Aussitôt après le séisme, l'UNESCO a obtenu des images satellites pour élaborer une cartographie détaillée de l'évaluation des risques pour le patrimoine culturel en Haïti. Ce projet qui sera réalisé en collaboration avec l'Agence spatiale

## **Ferment d'une ère nouvelle**

Un pays privé de poètes, de conteurs, de musiciens, de peintres, de chanteurs, d'artistes ne serait-il pas condamné à mourir de froid, comme l'a laissé entendre le grand écrivain et ethnologue malien Amadou Hampâté Bâ?

Haïti ne mourra certainement pas, car les peintres se sont remis à peindre, les poètes à créer, les chanteurs à composer, les écrivains à écrire et les récits à circuler très vite après le désastre du 12 janvier 2010.

Nous étions tentés de nous évader, de nous réfugier dans l'imaginaire et de créer des mondes merveilleux comme nous savons si bien le faire. Mais après le tremblement de terre, nous avons changé. La table rase est désormais le ferment d'une ère nouvelle. Elle induit le renouveau des mentalités projetées vers la construction d'un futur concret avec l'aide, bien entendu, de notre créativité et de notre imagination exacerbée par la relation permanente à la souffrance.

**Mimi Barthélémy,**  
conteuse haïtienne,  
UNESCO, le 24  
mars 2010



européenne, fait partie d'une série d'initiatives prises dans le domaine scientifique. La première, la plus urgente, concernait l'eau, bien entendu. Dès janvier, le Programme hydrologique international de l'UNESCO (PHI) s'est attelé à la tâche afin d'élaborer un plan d'action pour la gestion des ressources hydriques. À plus long terme, nous avons préparé une proposition en vue de la création d'un Institut haïtien de science et technologie pour la prévention des catastrophes naturelles, appelé à évaluer les risques naturels, concevoir et mettre en œuvre des plans d'action pour atténuer leurs effets, assurer l'éducation et la formation en matière de prévention des catastrophes, tout en favorisant la prise de conscience du grand public.

La sensibilisation de la population et son accès à l'information constitue l'une des préoccupations de l'UNESCO qui a déjà apporté une première aide d'urgence visant le sauvetage du patrimoine documentaire en danger. L'Organisation a également mis en place un projet d'unité multimédia mobile, permettant aux sinistrés, notamment les jeunes, de s'approprier les nouveaux outils de communication. J'estime que cette initiative aura des effets bénéfiques non seulement sur l'accès à l'information, mais aussi sur la cohésion sociale à l'intérieur des camps qui abritent les personnes déplacées.

Un travail gigantesque nous attend également dans le domaine des sciences sociales qui constituent, tout comme l'éducation, la culture, les sciences naturelles et la communication, un pivot essentiel (un « Poto mitan » comme on dit dans cette belle langue créole) pour le rétablissement et la refondation d'Haïti. Car c'est tout le tissu social d'Haïti qu'il va falloir reconstituer pour que l'île renaisse avec un nouveau visage. Et l'Histoire d'un pays ne s'écrit pas sur d'improbables « tables rases » du passé. Elle s'inscrit dans la continuité de ses bruits et de ses fureurs, mais aussi de ses accomplissements et de ses enseignements.

C'est pour cette raison, que j'ai tenu à organiser, le 24 mars dernier, un Forum sur Haïti, réunissant écrivains, journalistes, responsables politiques et experts internationaux. Ils ont débattu, sous l'égide de l'UNESCO, des voies qu'Haïti devrait emprunter pour s'acheminer vers un développement durable. Ce numéro du *Courrier de l'UNESCO* se fait l'écho de leurs débats, qui révèlent le rôle central attribué à la culture et à l'éducation dans la reconstruction du pays. ■



© Teeluck Bhawanee

### Un moment d'humour peut nourrir une personne pendant des mois

Apporter un moment de joie et de réconfort aux déplacés de Port-au-Prince, les aider aussi à se libérer de leurs angoisses alors qu'ils ont souvent tout perdu dans le séisme du 12 janvier 2010, tel est l'objectif du nouveau projet de théâtre de rue soutenu par l'UNESCO et réalisé par la compagnie haïtienne Zhovie. Celle-ci a donné une première représentation dimanche 11 avril 2010 de sa pièce « Zombi Lage » devant plusieurs milliers de personnes dans le camp d'Acra, qui abrite environ 20 000 personnes dans des tentes et des cabanes de fortune sur l'avenue Delmas, l'artère principale de Port-au-Prince.

« Cette pièce de théâtre a pour but d'offrir aux victimes du tremblement de terre, et en particulier aux jeunes, un moment thérapeutique », explique Jean Joseph, un comédien de la troupe qui enseigne la philosophie dans un lycée de la capitale. « Si on veut aider les gens, il ne suffit pas de leur donner à manger. De même, il n'y a pas que la santé physique, il y a aussi la santé mentale. En tant que comédiens, nous devons aider toutes ces personnes déprimées et désespérées, et tenter de leur redonner espoir. Un souvenir positif, un moment d'humour, peut nourrir une personne pendant des mois », estime le professeur et comédien amateur.

Créée en 2004, Zhovie est une troupe de théâtre de rue comptant 14 comédiens et trois percussionnistes. Son spectacle « Zombi Lage » évoque le séisme au travers d'extraits de texte de l'écrivain haïtien Frankétienne, nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix en mars 2010. La pièce fait apparaître des divinités du culte vaudou comme le Baron Samedi, le maître des morts, ou des zombies, morts-vivants asservis.

La troupe est désormais très sollicitée et l'UNESCO prévoit de parrainer une série de représentations dans d'autres camps de déplacés. – M.B.

Scène de « Zombi Lage ». Camp d'Acra, 11 avril 2010. ☺



**Nous sommes tous**

Par **Wole Soyinka**

# Haitiens



« Lorsqu'une maison disparaît, c'est un grenier à mémoire qui s'éteint avec elle », déclare le prix Nobel de littérature Wole Soyinka, qui lance un appel pour « restaurer l'esprit » d'Haïti, un pays en proie aux contradictions politiques et victime des forces aveugles de la nature.

© Jane Therese





© UNESCO/Fernando Bragman

Statue de Toussaint Louverture, figure emblématique de la Révolution haïtienne, gisant renversée devant la palais présidentiel, à Port-au-Prince. ©

**Si jamais île naquit** sous une mauvaise étoile, c'est bien celle qu'on baptisa jadis Hispaniola, et dont la moitié occidentale se nomme Haïti, terre de contradictions profondes qui symbolisent à la fois la plus noble aspiration de l'esprit humain, la liberté, et son éternel ennemi, la tyrannie. Même la spiritualité du continent africain – celle qui a soutenu ses peuples pendant des générations de déchéance humaine – n'a pas échappé à la conversion tyrannique. Le vaudou est devenu un élément de la face obscure du folklore, alliage de terreur superstitieuse et politique qui enferme le pays sous son linceul opaque et diabolique, pour le plus grand bonheur des arts cinématographiques. Aujourd'hui, il semble que les forces mystiques de la Nature, si longtemps violentées, sont prises d'une brutalité palpable, s'ajoutant à la spirale des repréailles pour hébéter un peuple et le plonger dans un état qui est l'image même de l'effroi : celle du zombie, ou du mort vivant. Le processus de résurrection se traîne lentement, dans une douleur insupportable.

« Quand on perd un livre », dit un dicton africain bien connu, « on peut le remplacer. Mais quand un ancien meurt, c'est toute une bibliothèque qui disparaît ». On pardonnera cette pointe d'emphase à nos sociétés baignées dans la tradition du griot et autres gardiens

**La mémoire transcende les monuments. Le sol même où furent semées les graines de la tyrannie avec celles de la rébellion, la terre abreuvée du sang des despotes comme de celui des martyrs fait partie du récit d'un peuple.**

oraux de la mémoire des peuples, car elle contient sa part de vérité. Des anciens ont péri, à Haïti, et des jeunes aussi. Et des maisons aussi. L'ampleur des destructions appelle cette autre variante du dicton africain : lorsqu'une maison disparaît, c'est un grenier à mémoire qui s'éteint avec elle. Il s'agit d'une perte pour le monde entier, pas seulement pour la localité frappée.

En Haïti, nous avons perdu plus que des bibliothèques ! Oui, en effet, elles ont été perdues en même temps que les registres, les structures physiques, les archives inestimables qui conservent l'histoire d'un peuple : tout n'est que gravats, bouillie et cendres. Mais il en est de même des lieux et des pierres vénérés, de la patine ancestrale des murs familiers, de ces espaces communs que sont les marchés, les tonnelles, les arbres centenaires, sous l'ombre desquels une communauté se renouvelle tandis que les récits du passé d'un peuple et d'une société en devenir s'échappent de la bouche du griot et que le savoir identitaire passe du corps des vieux dans celui des jeunes. Ce sont les fils tangibles du tissu de la continuité de notre espèce, ceux qui rattachent une génération à une autre. En Haïti, ils sont presque tous engloutis dans le gosier insatiable de la Nature. Même les routes pavées, évocatrices du temps passé, les reliques et les monuments, témoins de la face triomphante autant qu'hostile de l'histoire, n'ont pas été épargnés. Mais la mémoire transcende les monuments. Le sol même où furent semées les graines de la tyrannie avec celles de la rébellion, la terre abreuvée du sang des despotes comme de celui des martyrs fait partie du récit d'un peuple – chapitres, annotations et signets éloquentes jalonnant sa marche quotidienne, y compris dans les activités les plus ordinaires. Tous sont maintenant broyés, pulvérisés en un magma indéchiffrable, dépouillés de leur signification communautaire. Le bulldozer a eu le dernier mot. Les espaces sanctifiés de la Légende ne font plus qu'un avec les déblais, legs garanti d'une catastrophe aveugle.

Combien de fois le monde des lettres s'est-il complu, toutes races confondues, à célébrer la victoire de la résistance haïtienne emmenée par le gouverneur général Dessalines<sup>1</sup> sur les armées que Napoléon Bonaparte, mu par ses obsessions impériales, envoya là-bas pour rétablir l'esclavage ! Haïti mit à l'épreuve et déchiqueta les prétentions de l'Europe à être le vivier des Lumières. Au-delà du choc des armes,

cependant, Haïti incarne la volonté suprême d'un peuple qui aboutit à la création de la première République Noire indépendante de la Terre, événement dont les héros – comme Toussaint Louverture<sup>2</sup> – ont été chantés par des poètes et des dramaturges, immortalisés dans le marbre et les tapisseries, sur la toile et les murs, par des peintres, tisserands et sculpteurs passionnés, qu'ils soient artistes patentés des galeries officielles ou peintres « naïfs » exposant sur les trottoirs, depuis Harlem jusqu'à l'Afrique du Sud ! Ces figures ont survécu à travers les siècles. Aujourd'hui nous faisons face aux besoins des survivants du temps présent, directs héritiers de cette glorieuse histoire, vivants dépositaires de leurs accomplissements et inspiration de notre créativité.

Leur fardeau est aujourd'hui le nôtre, leur martyr est le nôtre, leur espoir de survie, le nôtre aussi. Les trahir, les nier serait accepter la victoire de la Nature aveugle sur la résilience et la créativité humaines, et nous trahir nous-mêmes. Nous ne maîtrisons le Destin que lorsque nous dissipons la puanteur de la mort et de l'angoisse du coup de la baguette magique de la foi en l'avenir, en déposant un baiser de vie sur le visage des orphelins, des blessés et des familles en deuil.

Haïti jette un filet d'évocations historiques totalement disproportionné par rapport à sa taille, à la fois aspiration et mise en garde. Haïti incarne la gloire et la tragédie de la race noire. Pourtant, jamais ce peuple n'a été confronté à un défi d'une telle ampleur, ni à pareille occasion. Haïti existe par-delà le symbole, devenant, pour son temps, un formidable terrain d'expérience de la destinée humaine dans l'éternel combat entre domination et indépendance, pouvoir et liberté. Haïti est une leçon, non seulement pour le monde africain mais aussi pour l'humanité. La Nature a donc porté là un coup cruel, quasi irréparable, d'abord aux peuples africains où qu'ils se trouvent, mais aussi plus largement à la communauté mondiale partout où la liberté a du prix, et où l'histoire, le patrimoine et la mémoire sont perçus comme le ciment de l'existence commune.

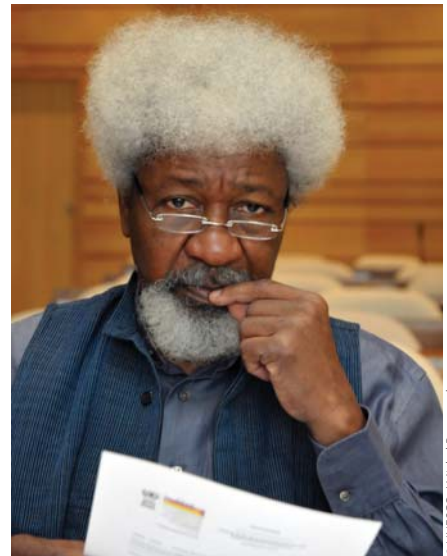
Haïti, donc, ne doit pas être autorisée à mourir, à stagner ou à dégénérer. Les occasions se payent parfois au prix fort, et Haïti a payé plus que sa part, d'un seul coup d'un seul ! L'heure est venue de saisir à notre tour cette occasion et d'aider ses visionnaires à recréer la société haïtienne sur les plans moral, social et intellectuel. Beaucoup a été fait, et nous saluons la réaction humaine du reste du monde. Mais nous ne pouvons nous en satisfaire. Car nous ignorons quelle part de l'humanité d'Haïti – notre humanité – est encore, en ce moment même, en train d'errer sans but, fouillant avec chiens et rats à la recherche de nourriture,

1. Jean-Jacques Dessalines (1758-1806), dirigeant de la Révolution haïtienne, est le premier Empereur d'Haïti (1804-1806) sous le nom de Jacques I<sup>er</sup>.

2. Toussaint Louverture (1743-1803), figure emblématique de la Révolution haïtienne et gouverneur de Saint-Domingue (ancien nom d'Haïti).

**Tandis que les médecins du monde entier se précipitent au secours des blessés et des traumatisés, reconstituant hôpitaux et cliniques, expédiant remèdes et nourriture, les écrivains, les artistes et les intellectuels doivent se donner la main pour restaurer l'esprit.**

accroupie sous des abris de fortune, les mères berçant l'avenir dans leurs bras, affamées, apathiques, leurs grands yeux écarquillés dans un appel muet vers des bienfaiteurs invisibles et hypothétiques. Tandis que les médecins du monde entier se précipitent au secours des blessés et des traumatisés, reconstituant hôpitaux et cliniques, expédiant remèdes et nourriture, les écrivains, les artistes et les intellectuels doivent se donner la main pour restaurer l'esprit. Il faut remplir les bibliothèques, reconstituer les musées et ressusciter les écoles. Les écrivains peuvent apporter leur aide en donnant des livres, les leurs et ceux des autres, les peintres leurs toiles, les architectes leurs compétences et les enseignants toutes les formes de soutien pédagogique. Clairement, Haïti ne sera plus jamais l'île que nous connaissions, Port-au-Prince n'exhalera plus son parfum légèrement décadent de passé troublé. Mais nous pouvons néanmoins ranimer de sous ses décombres une entité sociale toute neuve et vibrante qui devienne un cri de solidarité universelle, une affirmation de l'esprit humain, solide avant-poste d'un continent mère dont les enfants dérobés ont lavé l'ignominie de l'esclavage et transformé un simple parc à main d'oeuvre en une citadelle de défi, en une certaine idée de la liberté. ■



© UNESCO / Michel Ravassard

**Wole Soyinka** (Nigeria), prix Nobel de Littérature 1986, est membre du Panel de haut niveau sur la Paix et le dialogue entre les cultures mis en place en 2010 par la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Romancier et auteur dramatique, il est le fondateur de deux troupes de théâtre : The 1960 Masks et l'Orisun Theatre.

Il est actuellement professeur émérite de littérature comparée à l'Université Obafemi Awolowo au Nigeria, membre émérite du Black Mountain Institute de l'Université du Nevada, et Professeur en résidence à l'Université Loyola Marymount, à Los Angeles [États-Unis].



© Leah Gordon : www.leahgordon.co.uk

# La responsabilité, trait d'union entre liberté et solidarité

Par **Bernard Hadjadj**

Depuis son indépendance en 1804, une succession de traumatismes a balisé l'histoire d'Haïti, rendant difficile la construction de sa liberté. L'attitude irresponsable des grandes puissances et des dirigeants politiques nationaux a acculé le pays dans une impasse. Seule issue : une action responsable et solidaire à l'échelle mondiale.

Personnage du carnaval de Jacmel symbolisant la libération de l'esclavage. ☺

« **Agressée, ostracisée, convoitée,** soumise à la pression des canonniers, divisée, militarisée, exsangue ». Voici l'image que donne de son pays l'historien et diplomate haïtien Dantes Bellegarde, avant d'ajouter : « L'indépendance d'Haïti, sans cesse menacée à travers une histoire tumultueuse et chaotique, relève encore du miracle ».

En effet, la première République Noire a subi de fortes pressions, externes et internes, qui ont rendu son cheminement très tumultueux. À l'ostracisme des grandes puissances qui ne pardonnaient pas l'émancipation du Petit Poucet nègre, s'ajoutent des régimes tyranniques basés sur l'exclusion du peuple maintenu dans un état de profond dénuement et de désespérance.

D'une part, l'attitude des grandes puissances a été dure, qu'il s'agisse de la ponction par la France de ressources financières précieuses pour un État naissant, ou des 19 ans d'occupation

américaine au début du 20<sup>e</sup> siècle. D'autre part, la longue nuit de l'esclavage a profondément et durablement marqué les rapports sociaux et économiques de la société haïtienne. La relation maître–esclave ou le clivage entre les gens du *bô lan mè* (bord de mer) et les *gwo soulyé* (paysans), autant de fractures qui ont perduré au sortir de l'esclavage, minent encore, plus de deux siècles après l'indépendance, la formation sociale haïtienne.

Mais, comment sort-on réellement de l'esclavage ? Une fois passée l'exaltation de la libération, comment construit-on la liberté ? Car il faut donner un contenu à cette dernière, afin que « l'épreuve de la liberté ne devienne pas insoutenable », comme le souligne le philosophe français d'origine grecque Cornélius Castoriadis, avant d'expliquer : « Elle ne le devient que pour autant que l'on n'arrive à rien faire de cette liberté ».

Si le grand Toussaint Louverture et, à sa suite, les pères fondateurs de la République d'Haïti ont gagné la bataille fondamentale de l'humanisme, il faut croire qu'ils ont échoué dans la mise en place d'un nouveau pacte social.

## Liberté

En effet, très tôt après l'indépendance, les rapports de servitude ont été reproduits. Les généraux–fermiers ont pris la place des colons, les anciens esclaves ont été soumis au travail forcé, rivés à la plantation, demeurant *aneu logou*, c'est-à-dire incapables de toute parole libre, privés du droit de délibérer et de créer. Le marronnage, salué par le passé comme un acte de résistance à l'oppression esclavagiste, a été considéré comme vagabondage et passible de peines sévères dès la première Constitution de 1801. Ce caporalisme agraire est resté en vigueur jusqu'en 1904, c'est-à-dire un siècle après l'indépendance d'Haïti ! Le peuple paysan, acteur de la libération, a été écarté du dialogue indispensable à la rupture d'avec le passé colonial.

On peut aisément comprendre que la prégnance du rapport maître–esclave rend difficile la construction de la liberté par la loi, tant elle mine la psychologie antillaise et désarticule les structures familiales. En effet, la figure du père est dévalorisée, dès lors que sa place est usurpée par celle du maître, ce qui déstabilise la force de la loi : la figure menaçante du maître, « hors la loi », symbole de violence et de confusion,

s'oppose à celle du père, garant de l'ordre. « La parole du père est une parole selon la loi [...] la parole du maître n'est que l'écho d'elle-même », écrit le psychanalyste français Jacques André, dans *L'inceste focal dans la famille noire antillaise* (1987).

C'est dans ces conditions de violence politique et psychologique que s'est fait l'apprentissage de la liberté en Haïti. Or, sortir de l'esclavage, c'est dépasser l'image négative que l'on a de soi, c'est trouver les lumières d'une libération authentique en puisant en soi et non en reproduisant les rapports de domination de la plantation. C'est retrouver l'estime de soi.

Il y a quelques années seulement, en 2004, l'écrivain haïtien René Depestre parlait de cet autre esclavage auquel est encore soumis son peuple, dans une lettre à son compatriote Carl Fombrun : « Abolissons l'esclavage intérieur que des théologies de barbarie imposent à la conscience malheureuse d'Haïti », écrit-il. « Assumons, dans un regain sans précédent, le sens de la responsabilité, face à la mare des zéros que deux siècles d'impéritie ont accumulés à la gauche de notre surplage de zombies ! »

### Responsabilité

Selon ses modes d'organisation politique et ses croyances, une société peut soit favoriser, soit entraver le sens de la responsabilité de ses membres. Sur le plan politique, despotes militaires et chefs totalitaires populistes se sont souvent posés en sauveurs suprêmes, en Haïti, se croyant investis d'une mission divine. Et quand le dirigeant est considéré comme un Dieu sur Terre, le peuple n'a rien à redire.

Sur le plan des croyances, les églises protestantes ont encouragé, comme le constate l'ethnologue haïtien Charles-Poisson Romain, des explications surnaturelles du phénomène du sous-développement. « Ne faut-il pas reprocher à l'Église d'encourager et de prêcher le fatalisme, de former des démissionnaires ? », écrit-il dans *Le Protestantisme dans la société haïtienne* (1986). Or, le fatalisme conduit à l'inaction et à une attitude spectatrice et non critique face au présent.

À cela s'ajoute le vaudou, dont le rite initiatique *lavé tèt* est emblématique. Il consiste à introduire dans la tête de l'initié un *Loa*, qui est une espèce d'ange gardien, un esprit protecteur. Selon l'anthropologue français Roger Bastide, il « n'est pas la tête corporelle de l'individu,

**À ceux qui ne verraient que ratiocination dans le réexamen du passé suggéré dans cet article, on répondra qu'il est la condition sine qua non de l'ouverture sur l'avenir. Il s'agit, non pas de rechercher les fantômes d'un passé qu'ils s'imagineraient révolus, mais, comme l'écrivait le philosophe français Emmanuel Lévinas, de « raviver la radicalité d'une mémoire qui inscrit, dans les aléas du temps, une tension permanente et féconde entre le passé et le futur, comme entre le particulier et l'universel. » – B.H.**

c'est son intelligence, sa sensibilité, sa vie psycho-physique ; c'est l'esprit, en un mot, par rapport à l'âme ». S'il s'agit bien d'un dédoublement de la personnalité, alors la question se pose de savoir qui commande ses actes. En cas de délit, qui est le coupable ?

Très souvent, on entend dire les Haïtiens : *sé pa fôt mwin* (ce n'est pas de ma faute), *sé pa mwin mêm* (ce n'est pas moi-même), *sé de m'yé* (je suis deux)... La responsabilité, condition indispensable à toute liberté, devient dès lors une catégorie toute relative. Le principe de réparation attaché à la justice est bafoué. C'est une porte ouverte à l'impunité. Et, force est de constater que le couple violence-impunité imprègne jusqu'à saturation la psychologie des masses haïtiennes.

« La réforme des mentalités doit passer par le constat accepté de notre échec collectif », écrit l'éducateur haïtien Roger Péreira dans son article « Haïti ou l'épreuve de la liberté » (2001). « Nous sommes tous partie du problème ; c'est à cette seule condition que nous serons partie de ses solutions. »

### Solidarité

En effet, bien que la responsabilité soit avant tout personnelle, il faut bien comprendre, en suivant les traces du philosophe israélien Martin Buber, que tout être humain peut se définir comme *je* seulement au contact de *tu*. Chaque *je* particulier participe du binôme *je-tu* qui fonde le monde de la relation. La relation est par définition solidaire.

S'il est un préalable au développement de la solidarité entre les êtres, c'est bien la liberté, entendue au sens Arendtien<sup>1</sup>, c'est-à-dire se confondant avec le politique, cet espace public où se construit le *vivre-ensemble* par le dialogue. La liberté ne peut s'exercer qu'en société, elle exprime le souci de l'autre, prochain ou lointain, le souci de l'intérêt général.

Le couple liberté – responsabilité est indissociable et ne peut se déployer pleinement qu'à travers la solidarité, sans laquelle nous serions réduits à ce que le

philosophe français Jean-Claude Michéa appelle « monades égoïstes », dépourvues d'âme. Un monde non solidaire abolirait les êtres humains.

Plus que jamais dans les moments terribles que vit Haïti après le séisme du 12 janvier 2010 se pose la question centrale de la responsabilité – celle des Haïtiens et celle de la communauté internationale – et celle de la solidarité à l'échelle nationale et mondiale. L'UNESCO, dans sa fonction de veille intellectuelle et de diffusion des savoirs et des valeurs éthiques, aura un rôle à jouer pour accompagner les Haïtiens dans l'introduction du principe de responsabilité dans les espaces de dialogue en Haïti et notamment dans l'éducation. Il s'agit d'accompagner la reconstruction matérielle du pays d'une reconstruction sociale et citoyenne qui se fonde sur l'éducation et la culture. ■

1. Hannah Arendt (1906-1975), professeur de théorie politique, allemande naturalisée américaine.



© UNESCO/FW RUSSEL Rivoallan

Fonctionnaire de l'UNESCO, **Bernard Hadjadj** est docteur en socio-économie des ressources humaines. Après 10 ans passés dans la recherche en sciences sociales, il a servi au ministère français de la Coopération et occupé les fonctions de chef de mission de coopération et d'action culturelle durant une dizaine d'années en Haïti, au Bénin et à Djibouti. Africain et Haïtien d'adoption, il l'a prouvé à travers des témoignages documentés et sensibles dans deux ouvrages : *Les Parias de la mondialisation : L'Afrique en marge* (1998) et *L'An prochain à Port-au-Prince : Sortir de l'esclavage* (2007).

André Eugène,  
sculpteur de Grand Rue,  
Port-au-Prince.

Site des sculpteurs de Grand Rue: www.watts-resistans.com - © Leah Gordon - www.leahgordon.co.uk

# La culture, berceau de la renaissance haïtienne

Par **Marie-Laurence Jocelyn Lassègue**

Véritable vivier d'art, Haïti n'exploite pas suffisamment ses ressources culturelles à des fins de développement. Le nouveau plan d'action culturelle prévoit des mesures de sensibilisation et de promotion des vecteurs de créativité, en ciblant particulièrement les jeunes.

*Allégorie du triomphe de l'art.*

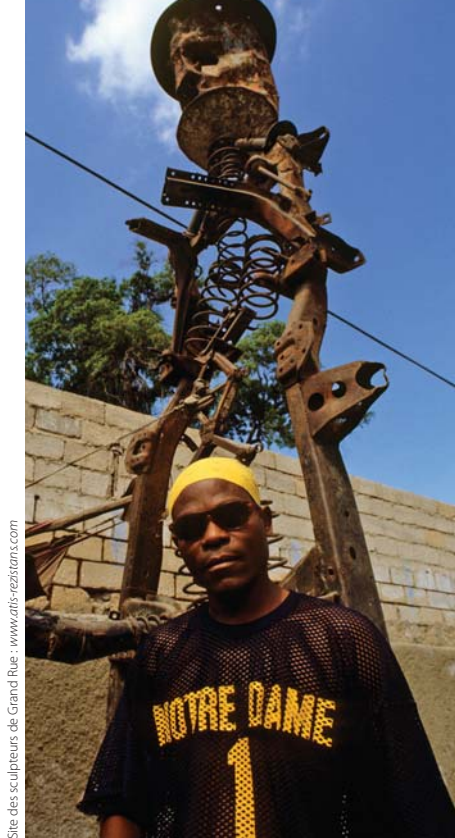


© UN Photo/Marco Dormino

**Refonder Haïti par sa culture :** « Un défi ? Une anomalie ? Une menace ? », pour paraphraser l'expression que l'historien Noir américain Rayford Logan a employée au sujet de l'émergence inattendue du nouvel État nation d'Haïti en 1804.

Ni anomalie, ni menace, mais défi, certes, car après une existence historique bicentenaire, faite d'avancées et de reculs, provoqués tantôt de l'extérieur, tantôt de l'intérieur, il s'agit, depuis la catastrophe du 12 janvier 2010, ni plus ni moins de faire renaître radicalement Haïti. Et qu'est-ce qui demeure derrière les centaines de milliers de morts et les innombrables bâtiments effondrés, qui puisse servir de berceau à cette renaissance ? Ce qui demeure, ce sont les ressources culturelles d'Haïti. Au plus fort de l'occupation américaine d'Haïti, avec une véhémence toute paternelle mais salutaire, le docteur Jean Price Mars nous a rappelé que ce sont elles qui font vivre et survivre notre pays, dans son ouvrage phare *Ainsi parla l'Oncle*, paru en 1928.

Il est venu le temps que soit vérifiée la finalité du développement, c'est-à-dire le bonheur des gens, et que la culture soit reconnue comme un élément essentiel du développement de notre pays. Non pas l'accessoire ou le luxe dont ne sauraient parler que les élites, mais bien ce qui tisse la société, ce qui constitue sa force et contribue à son mieux-être, en interaction avec l'économie.



Site des sculpteurs de Grand Rue : www.arts-resistans.com

Celeur Jean Herard,  
sculpteur de Grand Rue,  
Port-au-Prince, devant une  
de ses œuvres. ©

**Il s'agira donc de créer des conditions permettant au peuple haïtien de se réconcilier avec lui-même et de perpétuer et enrichir ses traditions.**

© Leah Gordon

### Plan d'action culturelle

Convaincu de l'apport de la culture au processus de rénovation et de refondation, le ministère de la Culture et de la Communication a souhaité intégrer quatre axes au Plan d'action pour le relèvement et le développement national : renforcement institutionnel ; développement économique ; identité, citoyenneté et cohésion sociale ; intégration régionale et coopération internationale.

Le renforcement institutionnel sous-entend notamment la mise en place de conventions de partenariat avec différents ministères, en vue de favoriser la création d'infrastructures de biens et de services culturels, ainsi que d'aménager le territoire dans le respect du caractère patrimonial spécifique à divers sites.

Sachant que les industries culturelles et créatives peuvent constituer une part non négligeable du PIB, le projet de notre ministère prévoit la création d'un fonds pour la créativité visant les artisans, artistes et entreprises culturelles, ainsi que la mise sur pied d'un dispositif favorisant la formation professionnelle et la promotion de l'entrepreneuriat culturel, dans le dessein d'intégrer les facteurs culturels au développement économique.

L'identité et la conscience de citoyenneté nécessaires à la cohésion sociale se forment à travers la valorisation des savoirs et la transmission des connaissances. Il s'agira donc de créer des conditions permettant au peuple haïtien de se réconcilier avec lui-même et de perpétuer et enrichir ses traditions. La dynamique de la culture haïtienne prend ses forces dans la

© UNESCO / Michel Ravassard



Militante féministe, **Marie-Laurence Jocelyn Lassègue** est, depuis novembre 2009, ministre de la Culture et de la Communication d'Haïti. Elle a déjà assumé cette fonction entre 1991 et 1993, après avoir été enseignante et journaliste. Elle a également été, de 2006 à novembre 2009, ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes.

créativité (arts plastiques, théâtre, danse, musique, etc.). Par conséquent, il convient de développer des mesures de sensibilisation et de promotion des vecteurs de créativité, en ciblant tout particulièrement les jeunes, en coopération avec le ministère de l'Éducation.

La créativité haïtienne donne lieu à une grande diversité culturelle au niveau national, reconnue dans le monde entier, et en particulier dans la région de la Caraïbe. Nombre d'expressions culturelles haïtiennes exercent une influence majeure dans d'autres pays de la région, permettant ainsi un flux constant d'échanges. Il s'agit, à l'heure actuelle, de dynamiser ce partage à travers une politique volontariste d'intégration régionale et de coopération internationale par la culture. Une présence culturelle renforcée sur la scène régionale et internationale contribuera à l'amélioration de l'image de notre pays à l'étranger, rassurant ainsi nos compatriotes de la diaspora, nos partenaires internationaux et investisseurs potentiels.

### Un Observatoire de la culture haïtienne

Afin d'assurer une plus grande cohérence de l'intervention publique dans le domaine culturel, le ministère de la Culture souhaite réunir des artistes et professionnels de la culture nationaux et internationaux, ainsi que ses responsables politiques et amis de l'étranger autour d'un Forum national sur la culture haïtienne. Ce Forum sera le lieu où nous identifierons ensemble les grandes actions et établirons les priorités. Le suivi et l'évaluation du programme auquel il donnera naissance seront réalisés sur la base d'indicateurs, de données et de statistiques établis en coopération avec l'UNESCO.

Compte tenu de son mandat, l'Organisation pourra jouer un rôle de premier plan dans l'accompagnement d'Haïti sur le long chemin de sa rénovation et de sa refondation, singulièrement dans le champ culturel et artistique. Je suggère que ce rôle s'enracine durablement dans un nouveau projet d'Observatoire de la culture haïtienne, qui nous tient à cœur. ■

# La tentation de l'an zéro

Animisme, vaudou et divers fondamentalismes chrétiens empêchent nombre d'Haïtiens de prendre leur destin en main. La superstition aidant, le pays est tombé dans le piège de la victimisation et ne pourra se relever qu'au prix d'une analyse rationnelle de son passé et de sa situation actuelle.

Par  
**Michèle Oriol**



**Le 12 janvier**, lorsque la deuxième secousse s'est arrêtée à Port-au-Prince, j'ai attendu, dans l'angoisse, la troisième. C'est alors que j'ai entendu des cris. Des cris qui arrivaient des collines de Després et Pacot. Des cris qui montaient de toutes les rues des quartiers du Bas Peu de Chose : Jésus ! Jésus ! Marie ! Armageddon !

Durant les trois nuits suivantes, toute cette humanité réunie dans la rue pour fuir les maisons effondrées, abritant les cadavres de leurs proches, a prié Jésus, chanté des cantiques, lu la Bible. Apocalypse 6 : « *Puis je vis l'Agneau briser le sixième sceau. Il y eut un violent tremblement de terre [...]. Toutes les montagnes et toutes les îles furent arrachées de leur place* ». Apocalypse 16 :

*Les arbres sont déjà plantés devant l'abri de fortune de ce couple haïtien qui recommence sa vie à partir de rien.* ☺

© UN Photo/Sophia Paris

« Les esprits de démons rassemblèrent les rois de toute la terre dans le lieu appelé en hébreu Armageddon [...] Il y eut des éclairs, des sons, des coups de tonnerre et un tremblement de terre tel qu'il n'y en eut jamais depuis que l'homme est sur la terre, tellement le tremblement fut grand. La grande ville fut brisée en trois parties et les villes de tous les pays s'écroulèrent. [...] Toutes les îles disparurent et l'on ne vit plus de montagnes ».

Tout était interprété comme un signe : si les églises s'étaient effondrées, si le Palais national était parti en fumée, c'était que les dirigeants politiques avaient démerité de Dieu. Apocalypse 18 : « Les rois de la terre, qui se sont livrés avec Babylone à l'immoralité et au luxe, pleureront et se lamenteront au sujet de la ville, quand ils verront la fumée de son incendie. Ils se tiendront à bonne distance, par peur des souffrances qu'elle va subir, et diront : 'Malheur ! Quel malheur ! O Babylone, ville grande et puissante ! Une seule heure a suffi pour que tu sois punie !' »

J'ai vu les gens arracher aux décombres leurs frères, sœurs, pères, mères, voisins, à mains nues. J'ai vu des morts ramassés à la pelle mécanique, jetés dans les bennes à ordures et enterrés dans des fosses communes creusées dans les décharges communales. J'ai vu une cohorte sans fin escalader les hauteurs de Pétiou-Ville et Kenscoff, livrant le bas de la ville aux pilliers. Cette chose sans nom, ce « *goudougoudou* » a poussé vers la province, la République Dominicaine, les États-Unis ou le Canada des dizaines de milliers d'Haïtiens terrorisés. Apocalypse 6 : « Les rois de la terre, les dirigeants, les chefs militaires, les riches, les puissants, et tous les autres hommes, esclaves ou libres, se cachèrent dans les cavernes ».

Et depuis, de bouche à oreille, à la radio, à la télévision, dans les rassemblements de croyants, que de voix inspirées pour annoncer la fin d'un cycle de 25 ans, qui se termine en 2011 avec la destruction totale d'Haïti ! Apocalypse 11 : « Le second malheur a passé. Voici le troisième qui vient bientôt ».

Nous sommes au royaume des peurs profondes, qui font parfois vibrer toute une société et qui réclament des explications.

Pendant huit jours, je n'ai vu aucun homme en uniforme dans la rue. Ni un policier haïtien,

**Une éternelle victime ne se considère pas comme maître de son destin.**

Femmes en prière devant le Christ peint pour la visite du Pape Jean-Paul II. Cathédrale de Port-au-Prince, 1982. ☺

L'église du Carmo à Lisbonne (haut), détruite par le séisme de 1755 et conservée en l'état de ruine, ressemble étrangement à la cathédrale de Port-au-Prince aujourd'hui (bas). ☺☺

Accourez, contemplez ces ruines affreuses  
Ces débris, ces lambeaux, ces cendres  
malheureuses,  
Ces femmes, ces enfants l'un sur l'autre entassés,  
Sous ces marbres rompus ces membres  
dispersés;  
Cent mille infortunés que la terre dévore,  
Qui, sanglants, déchirés, et palpitants encore,  
Enterrés sous leurs toits, terminent sans secours

Dans l'horreur des tourments leurs lamentables  
jours !  
Aux cris demi-formés de leurs voix expirantes,  
Au spectacle effrayant de leurs cendres  
fumantes,  
Direz-vous : « C'est l'effet des éternelles lois  
Qui d'un Dieu libre et bon nécessitent le choix » ?

« Poème sur le désastre de Lisbonne »

Voltaire

© Charles Carré







ni un soldat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Il a fallu attendre quatre semaines pour que le chef de l'État s'adresse à la nation. L'État semblait s'être effondré avec ses bâtiments symboliques. Aujourd'hui encore, nous attendons des décisions et des directives qui ne viennent pas.

#### Un détour par l'histoire

Autre lieu, autre époque : le 1<sup>er</sup> novembre 1755, à 9h40, au matin donc de la fête catholique de la Toussaint, un terrible tremblement de terre frappa Lisbonne, le dévastant en l'espace d'une dizaine de minutes. Puis, un énorme tsunami submergea le centre-ville. Ce que la mer épargna fut englouti par le feu. Un quart des habitants trouva la mort et la grande majorité des bâtiments furent détruits. Sous les ruines du

Palais Royal gisaient, réduits en miettes, les 70 000 volumes de sa bibliothèque et des archives précieuses.

On rapporte que le très pragmatique Premier ministre Sebastião de Melo, marquis de Pombal, aurait dit : « Maintenant ? Enterrez les morts et nourrissez les vivants ». Il envoya aussitôt des équipes pour éteindre les flammes et rassembler les cadavres, fit publiquement pendre des pilleurs à des fins dissuasives, empêcha la fuite des habitants en état de travailler... À peine un an plus tard, la ville était nettoyée et la reconstruction pouvait commencer.

Cette catastrophe bouleversa l'Europe et eut des incidences sur la philosophie des Lumières. L'homme se sentit seul dans l'Univers. On ne pouvait plus parler de Providence sans penser à Lisbonne.

© Jasmína Šopova



#### Qu'apportera le séisme de 2010 à la pensée haïtienne ?

Pour un peuple animiste, un tremblement de terre n'est pas un phénomène naturel, mais le résultat de quelque intention malveillante. Les références bibliques, situées dans le contexte des églises protestantes fondamentalistes et intégrées par vodouisants et catholiques, aggravent le traumatisme de la population. L'emprise de ce phénomène sur les esprits est considérable. Ceux qui pensent la nation haïtienne doivent en prendre la vraie mesure.

Haïti était considéré comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord, à présent il se considère comme le plus malchanceux. Frappé par la malédiction. Cela fait longtemps que nous sommes l'objet d'une victimisation permanente de la part de nos responsables, mais aussi de nombreux intellectuels haïtiens et étrangers. La victimisation est le plus grand piège qui nous

© UN Photo/Marco Dormino



**On couvre  
d'anathèmes  
les aïeux, pour  
couvrir d'un  
voile pudique  
ce qui se passe  
aujourd'hui  
sous nos yeux.**

guette aujourd'hui. Dans le contexte institutionnel fragile, très fragile, qui est le nôtre, la tendresse et la générosité du monde peuvent nous faire douter de notre capacité de nous prendre en main. Il faut chasser la victimisation pour retrouver l'estime de soi. Une éternelle victime ne se considère pas comme maître de son destin.

Ces dernières décennies, au fur et à mesure que les institutions haïtiennes perdaient pied, que l'économie se dégradait, que le spectre de la guerre civile se faisait de plus en plus menaçant, que l'État perdait sa souveraineté, tant du fait des interventions armées étrangères que du fait d'une aide internationale mal coordonnée, les revendications identitaires n'ont cessé de s'exacerber. Et nous nous sommes entièrement tournés vers le passé, tant le présent était brouillé et l'avenir nous paraissait fermé.

Mais qu'est-ce qui nous parvient de ce passé ? Les images de Toussaint Louverture et de Jean-Jacques Dessalines, ces deux anciens esclaves quasi-analphabètes qui ont su mener Haïti à l'indépendance, établir une république, créer une nation et demeurer ainsi une source de fierté. Mais aussi, et surtout, un refrain sinistre qu'on ne cesse de marteler : depuis 200 ans, tous les chefs d'État haïtiens sont des satrapes, des assassins et des corrompus ; depuis 200 ans, c'est la gabegie administrative ; depuis 200 ans, le pays est déchiré par les guerres civiles et les inégalités sociales.

**Liens entre passé et présent**

Ce dénigrement du passé est néfaste pour l'avenir. Et il n'est pas innocent : il permet de dédouaner les détenteurs actuels du pouvoir d'État et, par la même occasion, la communauté internationale qui les soutient. On couvre d'anathèmes les aïeux, pour couvrir d'un voile pudique ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, à savoir, une accélération de la croissance démographique que l'économie ne prend pas en charge et que les politiques ignorent ; une forme déshumanisante d'urbanisation née de la destruction de l'économie paysanne ; une banalisation de l'impact de la présence de militaires étrangers armés ; un ravage écologique dont les premiers responsables sont les compagnies d'exportation de bois.

La capitale était devenue un monstre qui comptait plus de deux millions d'habitants. Tous les dix ans, la population y doublait, entre 1970 et 1990. Elle avait triplé entre 1990 et 2000. Et de ce fait, 62% de ses habitations ont été construites entre 1995 et 2000.

Ce ne sont donc pas les aïeux qui ont construit à Port-au-Prince ces maisons qui ont tué plus de 200 000 personnes. La responsabilité de ces constructions incombe aux autorités politiques haïtiennes de notre temps et aux innombrables missions d'appui venant de

l'étranger, qui partagent depuis 16 ans le pouvoir avec nos dirigeants.

Plutôt que d'accabler le passé, faisons l'analyse de l'histoire récente et du présent. Depuis le débarquement américain sous bannière de l'ONU, en 1994, l'autorité politique est pour le moins ambiguë : nous ne sommes ni tout à fait sous tutelle, ni tout à fait indépendants. Des gouvernements sous perfusion se succèdent et entraînent l'État dans un précipice sans fond. Posons donc clairement la question du pouvoir politique, car elle est au cœur de la reconstruction.

Vouloir refonder l'État haïtien relève de la tentation de l'an zéro. L'État haïtien existe depuis 206 ans. Il ne s'agit pas de le refonder mais, au contraire, de créer des liens entre passé et présent, de renouer avec l'histoire et réfléchir à ses enseignements. C'est ainsi que nous redonnerons du sens à la vie du peuple haïtien, que nous ranimerons la dignité et l'estime de soi. ■



© UNESCO / Michel Ravassard

Sociologue et anthropologue haïtienne, **Michèle Oriol** figure parmi les créateurs de la Fondation pour la recherche iconographique et documentaire à Port-au-Prince. Elle est membre du Comité national haïtien pour *Mémoire du monde*, programme de l'UNESCO consacré à la conservation et à la diffusion des collections d'archives et de bibliothèques dans le monde.

Consultante indépendante auprès de diverses institutions nationales et internationales, elle a participé à de nombreux projets de développement rural et de protection de l'environnement et dirigé une équipe internationale de recherche sur les situations foncières haïtiennes.

Elle enseigne la sociologie de la famille à la Faculté des Sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti.

Lire : *Haïti : paysage et société*, par André Marcel-d'Ans, nouvelle édition mise à jour par Michèle Oriol. À paraître en janvier 2011. Coédition UNESCO-Karthala.



# Bâtir un tout autre pays

Fuite des cerveaux, dénuement culturel, décadence sociale, irresponsabilité, corruption – ce sont les mots-clés de ce panorama très critique des réalités haïtiennes qui débouche sur des propositions de reconstruction d’une Haïti nouvelle fondée sur la science, l’intelligence, la compétence, l’humanisme et l’humilité.

Par  
**Nancy Roc**

**D’entrée de jeu**, nous devons admettre que reconstituer le tissu social, culturel et intellectuel d’Haïti relève d’une gageure. Contrairement à ce qu’on dit, à savoir que le tissu social, culturel et intellectuel d’Haïti s’est déchiré le 12 janvier 2010, ce tissu était en lambeaux bien avant cette date fatidique.

Sur le plan social, 20 ans de populisme ont polarisé la société haïtienne, creusé le fossé entre les classes sociales et accéléré une fuite des cerveaux qui avait débuté sous le régime de François Duvalier. « Plus de 83 % de la force de

travail la plus qualifiée que produit Haïti finit par quitter le pays pour aller s’installer ailleurs », affirme la Banque Mondiale, en précisant que les États-Unis constituent la destination préférée de la grande majorité des cadres expatriés. Le Canada en est une autre.

À la suite au séisme du 12 janvier, cette hémorragie vers l’extérieur est déjà en train de s’accroître et risque de s’aggraver si des actions concrètes et urgentes ne sont pas entreprises au plus tôt. Avec 90 % de chômage, le bilan socio-économique d’Haïti était dans le rouge bien avant

*Tout geste, même désespéré, fait sens.  
Port-au-Prince, 12 janvier  
2010. ☞*

© UN Photo/Marco Dormino



*Hàïtiens face au grand large.* ↻

le séisme et il vaut mieux ne pas rappeler ici les chiffres, pour éviter une flagellation de plus.

Haïti est un pays à la traîne dans tout. La première République Noire au monde est devenue le paria du continent américain ; un pays qui n'a pu s'élever au rang de nation et qui, aujourd'hui, dépend plus que jamais de l'assistanat international. Assistanat, et non aide au développement durable qui, au lieu de permettre à notre pays de se relever, l'a entraîné ces 20 dernières années dans le gouffre d'une misère abyssale. Les Haïtiens sont, certes, les premiers responsables de leur décadence sociale, mais les donateurs aussi sont responsables. C'est pourquoi, il faudra que les prochains gouvernements fassent des choix éclairés dans ce domaine et comptent sur la diaspora haïtienne qui fournit trois fois plus de fonds par an que la communauté internationale, soit respectivement 1 milliard 800 millions, contre 500 millions de dollars.

Sur le plan culturel, les gouvernements qui se sont succédé depuis 1986 ont toujours clamé que la culture haïtienne était notre plus grande richesse. Pourtant, presque rien n'a été entrepris pour mettre cette culture en valeur. Sans la vitalité et le talent de nos créateurs, cette culture serait sans doute morte, elle aussi, aujourd'hui. En effet, comment expliquer qu'au 21<sup>e</sup> siècle, Haïti ne dispose pas d'une seule salle de spectacle digne de ce nom ? En août dernier, on annonçait la fermeture de l'unique salle de cinéma qui se

trouvait dans la capitale ; fermeture qui, simultanément, pourrait causer la mort d'un cinéma haïtien naissant. Le Théâtre national et l'École nationale des Arts sont depuis longtemps des bâtiments en ruine ou utilisés à des fins politiques qui les ont éloignés de toute vocation artistique. Si la culture est vivante, les lieux où elle pourrait se déployer n'existent pas. Le dénuement culturel haïtien est sans nom : pas une salle de théâtre, pas une salle de cinéma, pas un musée à la grandeur de l'art du pays, des structures d'édition locale sans moyens, aucun journal, aucune revue, aucune radio à vocation culturelle, pas de politique culturelle, pas de véritable école d'art. Qu'est devenu le pays qui a séduit Malraux ?

#### **Tout n'est pas perdu**

Il est grand temps de « rebattre les cartes » et tout n'est peut-être pas perdu puisque, pour la première fois, dans le Plan d'action pour le relèvement et le développement national [PDNA] présenté aux Nations Unies le 31 mars, le gouvernement haïtien reconnaît que la culture est « un élément dont la marginalisation a fait échouer pendant de nombreuses années les programmes d'appui au développement dans pratiquement tous les pays ». Évidemment, cela suppose que l'État envoie des signaux clairs démontrant sa volonté de contribuer à faire du secteur culturel un domaine économique viable et enviable.

**Sur le plan culturel, les gouvernements qui se sont succédé depuis 1986 ont toujours clamé que la culture haïtienne était notre plus grande richesse. Pourtant, presque rien n'a été entrepris pour mettre cette culture en valeur. Sans la vitalité et le talent de nos créateurs, cette culture serait sans doute morte, elle aussi, aujourd'hui.**

Notons que si les Haïtiens pointent facilement du doigt l'inefficience de l'État, il est aussi inconcevable qu'aucun organisme, groupe privé ou homme d'affaires en Haïti ne soit intéressé à investir davantage dans la culture. En août dernier, dans un article intitulé « Plaidoyer pour une véritable salle de spectacle en Haïti », publié dans le journal *Le Matin* et repris par *Courrier International* sous le titre « Le spectacle est terminé »<sup>1</sup>, j'ai essayé d'attirer l'attention du public haïtien sur le potentiel économique du secteur culturel. Rien qu'en 2007, la culture a rapporté près de 25 giga dollars en impôts et taxes aux paliers du gouvernement fédéral, provincial et municipal au Canada. Près de trois fois plus que la somme de 7,9 giga dollars investie collectivement en 2008 dans la culture et les arts par les trois paliers du gouvernement<sup>2</sup>. Mais pour comprendre et œuvrer à cela, il faut renoncer à la médiocrité. À quand de vrais mécènes et philanthropes haïtiens ayant le sens de l'engagement social et de la dignité ? À quand des entrepreneurs moins incultes ? Comment se fait-il que depuis plusieurs années, ce soient principalement des compagnies de cellulaires étrangères qui sponsorisent les plus grands événements sportifs ou culturels en Haïti ? Qu'est-ce que cela démontre de la vision des hommes d'affaires haïtiens ? Ces questions restent posées.

Sur le plan intellectuel aussi, Haïti inspire des questions déroutantes. Comment cet État sans idée de nation est-il devenu maintenant un pays sans État ? Il nous semble que la devise du « chacun pour soi », doublée d'une méfiance très jalouse à l'égard du voisin, trouve ses racines dans l'histoire du pays, où l'État n'a jamais incarné rien de bon. Haïti n'a pas d'élites qui ont œuvré au développement du pays et du bien commun. D'abord, parce qu'elles portent un regard méprisant sur « la populace analphabète » ; ensuite, parce qu'elles ont un goût immodéré pour le pouvoir. De plus, le parfum tenace de l'esclavagisme dans la société haïtienne n'a pas favorisé le sens de la responsabilité, toutes couches sociales confondues. L'expression « sé pa fot moïn » (ce n'est pas ma faute) est l'antienne nationale.

Or si l'Haïtien n'est pas responsable... évidemment, c'est l'Autre qui l'est. Entre une demande d'intervention auprès d'instances étrangères et la dénonciation de « l'ingérence » des étrangers dans la vie haïtienne qui la suit immédiatement, il n'y a donc qu'un pas. La faillite des élites du pays est dans ce constat : depuis 200 ans, comme le dit le sociologue haïtien Laënnec Hurbon, « le sentiment d'être un citoyen de ce pays n'est pas clair. La mentalité de citoyen n'a pas beaucoup évolué ». La question de la couleur de la peau, souvent instrumentalisée par les partis politiques au pouvoir, a accentué la polarisation sociale dans une société d'apartheid et n'a pas aidé non plus les Haïtiens à trouver un consensus

autour de la notion du « vivre ensemble ». De plus, le populisme ayant exacerbé le mépris à l'égard des intellectuels, ces derniers ont été démis de leurs responsabilités sociales. Le succès mondial de Dany Lafférière, Franckétienne, Lionel Trouillot, Gary Victor, Yanick Lahens, Louis Philippe Dalember, pour ne citer que ceux-là, prouve que nos écrivains sont capables de conquérir le monde. Certains d'entre eux avaient d'ailleurs participé au « mouvement du nouveau contrat social » lancé en 2004, par le collectif politique haïtien nommé « le Groupe des 184 ». Celui-ci appelait le peuple haïtien « à relever le défi des entraves historiques qui ont empêché l'unité des Haïtiens, bloqué le développement et qui aujourd'hui encore entraîne la déchéance politique, sociale et économique de notre pays ». Mais ils se sont retirés une fois que le mouvement a été abandonné par ses « leaders politiques ».

### **Identité : une ou plurielle ?**

Selon la sociologue camerounaise Axelle Kabou, « tout peuple est, en première et en dernière analyse, responsable de l'intégralité de son histoire, sans exclusive ». Il est donc nécessaire que nos intellectuels puissent impérieusement poser la problématique de l'identité haïtienne. Quelle est-elle réellement aujourd'hui ? Y a-t-il une Haïti ou des parcelles d'une identité haïtienne dispersée à travers le monde ? En effet, peut-on parler d'un tronc commun haïtien valable pour tous les Haïtiens vivant en Haïti, en République Dominicaine, à Miami, à Boston, à New York, à Paris et à Montréal ? Comment structurer des pistes de réflexion et soulever différentes modalités d'approche ?

À la lumière de ces points, qui ne constituent que les grandes lignes des problèmes inhérents au déchirement du tissu social, culturel et intellectuel haïtien, comment mobiliser le savoir et les compétences sociales pour revivifier Haïti aujourd'hui ?

Je ne peux certainement pas prétendre avoir LA réponse à une question aussi complexe, vu le contexte que je viens d'exposer. Toutefois, il m'est possible d'exposer quelques propositions, dont certaines sont déjà en train d'être mises en œuvre.

### **Le rôle de la diaspora**

Récemment, mon collègue du journal *Le Nouvelliste*, Amos Cincir, écrivait ceci : « Le pays fait face à un exode important de sa population, et plus particulièrement de ses élites. Pas moins de 10 000 Haïtiens parmi les plus diplômés quittent chaque année l'île depuis l'an 2000. Les migrations clandestines se soldent souvent par des tragédies, puisqu'un millier de candidats au départ meurent chaque année en haute mer. Ceux qui parviennent à partir deviennent le soutien des familles restées au pays. Près de 40 % des foyers haïtiens dépendent de l'argent envoyé par la diaspora.

**Aujourd'hui, il faut que la refondation d'Haïti soit basée sur la science, l'intelligence, la compétence, l'humanisme et l'humilité aussi, afin de construire une société plus juste et plus égalitaire.**

En 2008, les transferts familiaux ont atteint 1,8 milliard de dollars, soit plus du tiers du produit intérieur brut. Malheureusement, avec la crise économique mondiale, cette source de revenus tend elle aussi à s'amoinrir. Ces rentrées d'argent ont diminué d'au moins 30 % entre 2008 et 2009. Cette hémorragie de bras et de cerveaux est aussi catastrophique qu'un second tremblement de terre. Car les Haïtiens qui partent sont ceux qui représentaient le meilleur espoir de reconstruction du pays ».

Cet exode vient malheureusement s'ajouter aux 83% des cadres déjà exilés d'Haïti. Il est donc clair que la reconstruction et la refondation d'Haïti ne sauraient se faire sans une participation active et soutenue de la diaspora haïtienne. Le premier ministre Jean Max Bellerive ainsi que le ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, Edwin Paraison, ont clairement accepté ce principe lors de la Conférence de Montréal le 25 janvier dernier et lors du Colloque « Reconstruire Haïti – Horizon 2030 » organisé à l'École polytechnique de Montréal par le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN), les 4 et 5 mars derniers. Toutefois, nous savons aussi que les Haïtiens de l'intérieur ont toujours été réticents envers leurs compatriotes de l'extérieur. Même la Constitution de la République n'autorise pas la double nationalité ce qui a forcé, souvent à contre-cœur, la majorité des meilleurs cerveaux haïtiens à opter pour la nationalité de leur pays d'accueil. Pourtant, sans sa diaspora, Haïti ne serait plus depuis longtemps.

#### Projets que l'UNESCO pourrait appuyer

Aujourd'hui, il faut que la refondation d'Haïti soit basée sur la science, l'intelligence, la compétence, l'humanisme et l'humilité aussi, afin de construire une société plus juste et plus égalitaire. En d'autres termes, c'est un tout autre pays que les Haïtiennes et les Haïtiens doivent concevoir et bâtir avec comme objectif premier, le bien commun. Pour ce faire, inclure la diaspora comme tous les réseaux sociaux haïtiens est incontournable.

Le Colloque « Reconstruire Haïti- Horizon 2030 », qui a attiré plus de 600 personnes venant d'Haïti et des quatre coins de sa diaspora, a démontré clairement que des Haïtien(ne)s peuvent formuler des propositions concrètes aux instances concernées par la reconstruction de leur pays, en se basant sur des réflexions menées selon une approche participative et en mettant à contribution les expertises et sensibilités disponibles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'île.

Quelque 45 propositions préliminaires<sup>3</sup> ont été formulées à ce colloque, qualifié d'historique.

En matière d'éducation, certains projets sont déjà en cours, parmi lesquels la mise en place d'une structure d'accueil permanente pour les professionnels de l'éducation de la diaspora et des amis d'Haïti ; d'une structure de formation à distance pouvant se transformer à terme en une

Université ouverte ou à distance couvrant l'ensemble du territoire national ; d'un programme de stage d'étudiants haïtiens dans des entreprises où des membres de la diaspora occupent des fonctions de haut niveau ; de réseaux de compétences de la diaspora, visant le transfert de connaissances et le développement économique.

En matière de culture, le GRAHN propose, entre autres, la création d'un fonds de préservation du patrimoine et de développement des entreprises culturelles à travers tout le pays, ainsi que le lancement de programmes d'expositions itinérantes et d'autres outils de diffusion de la culture s'appuyant sur les nouvelles technologies.

Voici donc quelques projets que l'UNESCO pourrait appuyer. Je voudrais aussi me faire la porte-parole des artistes et des jeunes haïtiens en demandant à l'UNESCO d'aider mon pays à trouver des partenaires pour financer une vraie salle polyvalente de spectacles en Haïti.

Pour terminer, je rappellerai que l'Haïti de demain doit absolument se débarrasser des démons de la corruption à tous les niveaux. N'oublions pas le mot du journaliste français Edwy Plenel : « Révélée, la corruption financière peut être combattue et sanctionnée. La corruption des idées est plus insidieuse, plus subtile et, à ce titre, d'une dangerosité plus essentielle ».<sup>4</sup> ■



© UNESCO / Andrew Wheeler

Journaliste indépendante et militante pour des droits de l'homme, **Nancy Roc** est membre de la Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec (FPJQ), dont elle a été la lauréate de la Bourse Nord Sud en 2008. Journaliste à CBC, Radio Canada, TV5, elle a été la première Haïtienne à devenir correspondante de CNN World Report.

Attachée culturelle de la Délégation haïtienne à l'UNESCO, entre 1991 et 1994, à son retour en Haïti elle est nommée directrice du Bureau de presse du Premier ministre, Smarck Michel, mais démissionne six mois plus tard et reprend ses activités de journaliste indépendante. Aujourd'hui, elle anime notamment, depuis Montréal, l'émission Metropolis. ([www.metropolis.metropolehaiti.com](http://www.metropolis.metropolehaiti.com)).

1. Lire l'article : [www.courrierinternational.com/article/2009/09/03/le-spectacle-est-terme](http://www.courrierinternational.com/article/2009/09/03/le-spectacle-est-terme)

2. Michel Girard, « La culture rapporte gros aux gouvernements », *La Presse*, Montréal, le 24 septembre 2008.

3. Pour plus d'informations, voir la synthèse du colloque du GRAHN : [www.haiti-grahn.net/public/?s=194](http://www.haiti-grahn.net/public/?s=194)

4. Edwy Plenel, *Secrets de jeunesse*, Stock, 2001.

# Presse haïtienne : le grand virage

Une certaine liberté d'expression caractérise l'espace médiatique haïtien. Néanmoins, les médias devraient sérieusement se remettre en question et se débarrasser de la trivialité, pour devenir capables de mobiliser les forces sociales.

**En Haïti**, pays qui affiche un fort taux d'analphabétisme, 94 % de la population possèdent un poste de radio, selon une enquête réalisée par l'agence Médiascom. Or, la bande FM est saturée et le CONATEL, l'agence gouvernementale chargée d'analyser les dossiers techniques de demande de fréquences, n'accorde plus de licences, tandis que plus de 40 stations de radios émettent à partir de la capitale. L'assiette publicitaire est fractionnée et les « radios cotées » comme Métropole, Vision 2000, Caraïbes, Ginen, Signal ou Kiskeya se sont taillé la part du lion. Beaucoup d'autres, sans ressources financières adéquates, diffusent une production de piètre qualité technique, réalisée souvent par un personnel n'ayant aucune formation. Simples caisses de résonances, les radios accordent un temps d'antenne important à une actualité politique faite d'accusations, de frasques, de calomnies, de querelles de chapelle ou de clans. Il en est de même de la dizaine de chaînes de télévision, qui ont vu le jour au cours de ces trois dernières années.

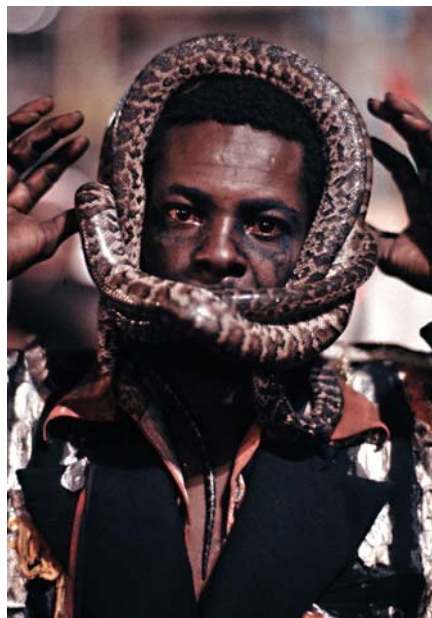
La pensée critique, articulée, objective et rigoureuse est l'apanage de quelques rares journalistes chevronnés. Les deux quotidiens, *Le Nouvelliste* et *Le Matin* nés à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, constituent des sentinelles, malgré leur tirage modeste (20 000 unités par édition) et une très faible diffusion en province.

La presse haïtienne n'a pas pu prendre le recul nécessaire pour aider la société haïtienne à s'unir.

Par  
**Roberson  
Alphonse**

**La presse  
haïtienne doit  
risquer la  
liberté  
responsable.**

*Allégorie de l'asphyxie de la pensée critique. Scène du carnaval de Port-au-Prince, février 1985. ©*



© Charles Carré

Elle n'a pas su mobiliser les forces sociales face aux grands défis que le pays doit relever : la menace sismique, l'urgence d'un réaménagement du territoire, les besoins énergétiques responsables de la dégradation de l'environnement, l'éducation, la réorganisation de l'économie et de la production, la revalorisation de l'art et de la culture.

Telle était la situation des médias haïtiens, bien avant le séisme du 12 janvier 2010.

Comme beaucoup d'autres secteurs, les médias ont été sévèrement touchés par le séisme. Deux mois plus tard, la majorité a repris le travail, mais sans un engagement marqué par rapport aux nouveaux défis dus à la catastrophe, car les programmations sont restées inchangées. Néanmoins, *Le Nouvelliste* et *Le Matin* ont annoncé qu'ils seraient plus exigeants, qu'ils seraient même militants, et qu'ils se saisiraient de la tragédie pour « faire du neuf. »

## **Asphyxie de la pensée critique**

Je ne suis pas en train de faire un procès à mes prédécesseurs qui, pour certains, ont payé de leur vie le droit que j'ai aujourd'hui d'exercer mon métier avec une certaine liberté. Je suis simplement en train de questionner certaines prises de position qui, ressemblant parfois à des excès fanatiques, ont



BONE

renforcé les clivages, exacerbé des tensions sociopolitiques et décrédibilisé la presse.

L'incapacité des médias s'inscrit dans un cadre plus vaste : la société haïtienne a cessé d'être exigeante, de valoriser le mérite, d'avoir de grandes ambitions. Elle ne parvient pas à sortir du *statu quo* affligé dans lequel elle se trouve ces dernières décennies. Le savoir, qui a longtemps garanti le pouvoir politique, n'a pas pu être utilisé avec clairvoyance. Au contraire, Haïti est un des rares pays où le savoir divise. Par ailleurs, la perception magico-religieuse de la science crée des situations invraisemblables. Aussi, pour beaucoup de mes compatriotes, la mort des quelque 200 000 victimes du 12 janvier n'est pas imputable au non-respect des normes d'urbanisme, mais à Dieu ! C'est Dieu qui en a décidé ainsi, dit-on. Les églises ne désemploient pas. Les pasteurs se frottent les mains.

Pendant ce temps, des émissions divertissantes, pour ne pas dire triviales, occupent encore l'essentiel des programmes de certaines radios, envahies par des publicités pour des produits

*Descendez sur terre, journalistes!* ☺

© Plume

importés. Qu'en est-il des vraies questions ? « C'est pas ce que le peuple veut entendre », vous répondra-t-on. Ainsi continue l'asphyxie de la pensée critique.

### Réinventer la presse

Aujourd'hui plus qu'hier, il est urgent de travailler en faveur d'un changement de paradigme de l'information et la tenue des États généraux de la presse s'impose. Certes, ce grand virage – l'invention d'une presse moderne, professionnelle, audacieuse, ambitieuse, affranchie du pouvoir politique et de l'establishment économique – est plus facile à dire qu'à faire. Mais on devra le faire. Ce sera un processus long et rigoureux, qui nécessite un partenariat responsable entre l'État, le régulateur de fait et de droit, et les acteurs privés du secteur médiatique.

Avant le séisme, deux courants de pensées se sont affrontés sur la nécessité ou non d'avoir une loi sur la presse. Ceux qui sont pour rêvent de régulateurs comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel en France. Ceux qui sont contre, ayant subi la dictature des Duvalier, voient dans toute tentative normative des velléités dictatoriales, un retour du bâton. Croire que l'on peut tout faire sans normes, sans balises, est un atavisme chez nous, en Haïti. C'est un handicap de taille.

La presse haïtienne doit d'abord se construire avant de prétendre à mobiliser les forces sociales et le savoir. À court terme, je crois qu'il faut élaborer des programmes de formation de journalistes. Le soutien de l'UNESCO, avec qui l'Association haïtienne des journalistes (AJH) a des relations de travail privilégiées, sera encore une fois le bienvenu. Le ministère de l'Éducation nationale, en collaboration avec le ministère la Culture et de la Communication, les associations de journalistes et les associations de patrons de presse devront élaborer ensemble ces curricula. Outre la formation, on devra également aborder la question qui fâche : la valorisation professionnelle. Aujourd'hui, le salaire de base du journaliste est de 100 euros par mois.

Le défi, dans le domaine de la communication, comme dans les autres secteurs, est énorme. Néanmoins, je crois en l'avenir de mon pays, en l'avenir d'une nouvelle presse. Je crois qu'une nouvelle élite intellectuelle, économique et politique émergera des décombres. Une élite responsable, engagée dans l'effort de construction d'une autre citoyenneté, d'une autre collectivité, d'un nouveau sens du mot haïtien. La presse haïtienne, une fois construite, jouera un rôle de premier plan. Elle devra, pour reprendre l'expression d'un ami, « risquer la liberté responsable », faire une claire et nette distinction entre les savants et les politiques haïtiens, bref, aider le peuple souverain à bien choisir ses dirigeants. Dans le cas contraire, on passera encore une fois à côté de l'essentiel. Le temps est à l'action. ■



© UNESCO / Michel Flavassard

**Je crois en l'avenir de mon pays, en l'avenir d'une nouvelle presse. Je crois qu'une nouvelle élite intellectuelle, économique et politique émergera des décombres.**

**Roberson Alphonse** est journaliste au quotidien *Le Nouvelliste* (Haïti), directeur de l'information à Radio Magik 9 et président de la Commission chargée de la formation continue à l'Association des journalistes haïtiens (AJH).



Par  
**Raoul Peck**

# En quête de plus d'humanité

L'absence de vision est le plus lourd fléau qui pèse sur Haïti. Le nouveau drame que vit à présent ce pays, si longtemps et si mal assisté, pourrait jouer un rôle de catalyseur des énergies nationales et internationales.

**Commençons d'abord** par rejeter l'idée que le peuple haïtien est abattu, résigné, incapable. Ne regardons pas Haïti comme la victime d'une catastrophe. Le monde peut et doit tirer des enseignements de la tragédie récente de ce pays de 10 millions d'habitants, comme de sa longue histoire, pour tenter une transformation radicale qui est plus que nécessaire dans le contexte international actuel.

Quel est-il ? Des économies à bout de souffle. Des États riches lourdement endettés. Des propositions de sortie de crise douteuses, voire inexistantes. Des inégalités criantes au sein de sociétés prospères. Des quart mondes laissés pour compte. Chômage, faillites, suicides, mal-être, doutes identitaires ne sont que les symptômes les plus voyants du manque d'options pour l'avenir.

La vraie différence entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres – et elle est de taille – réside dans le fait que les premiers disposent des ressources matérielles, intellectuelles et structurelles pour changer la donne. À condition qu'ils le veuillent. Car ce qui manque manifestement c'est la volonté politique. Et peut-être la capacité de fédérer les énergies. Il nous faut accepter le fait que le monde ne fonctionne pas comme il le devrait et nous donner les moyens d'un vrai changement.

Scène quotidienne  
de Port-au-Prince,  
janvier 2010.

© UN Photo/Marco Dormino





© Leah Gordon

Sous influence étrangère, la production rizicole en Haïti a été détruite dans les années 1990. ☹

### Une accumulation d'échecs

Au vu des échecs qui jalonnent les 60 dernières années, le changement radical s'avère indispensable : échec de la plupart des politiques de développement ; échec de l'ajustement structurel visant à améliorer durablement les économies des pays en développement ; échec, jusqu'ici, de l'ONU face aux conflits ; échec de l'Union européenne comme contrepoids à la frénésie du capitalisme financier ; échec des deux grands blocs idéologiques, incapables de donner des réponses allant au-delà de leurs besoins et intérêts hégémoniques ; échec du projet des pays non-alignés de proposer une alternative valable à la dichotomie meurtrière de la guerre froide ; échec de la gauche internationale, et en particulier de la social-démocratie, incapable de contrebalancer le déséquilibre mondial ; échec, enfin, de la gauche progressiste dans nos pays en développement, souvent acculée le dos au mur, abandonnée par ses compagnons de lutte occidentaux, préoccupés par leur propre survie politique.

Cette accumulation d'échecs me porte à penser que la vraie issue, pour Haïti, ne pourra venir que d'elle-même. Pourquoi devrions-nous encore faire confiance à cette volonté affichée « d'aider » aujourd'hui Haïti ? Pourquoi devrions-nous adhérer aveuglément à des scénarios élaborés trop vite, et parfois loin de notre pays ? Beaucoup d'organisations et de mouvements haïtiens dénoncent le processus adopté pour l'élaboration du « Plan d'action pour le relèvement et le développement national (PDNA), caractérisé par une exclusion quasi-totale des acteurs sociaux et civils haïtiens. Je me joins à eux pour déplorer cette marche forcée qui ne nous permet pas de participer de manière constructive à la refondation de notre pays.

### Renverser le paradigme actuel

Ce que nous demandons, c'est un peu plus d'humilité et d'autocritique. Dans un article, daté du 20 mars 2010, Jonathan Katz (Associated Press) écrit que le 10 mars, l'ancien Président des États-Unis et actuel envoyé spécial de l'ONU pour Haïti, Bill Clinton, « a présenté des excuses publiques pour avoir soutenu des politiques qui, dans les

années 1990, ont détruit la production rizicole haïtienne ». Il a déclaré devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain : « Cela a peut-être fait du bien à certains de mes fermiers en Arkansas (l'État dont M. Clinton est originaire), mais cela n'a pas marché. C'était une erreur ».

En effet, il y a trente ans, Haïti importait seulement 19% de sa nourriture et exportait du riz et du café. À partir de 1986, le Président haïtien Jean-Bertrand Aristide a été forcé, entre autre par Bill Clinton et le FMI, sous prétexte d'ajustement structurel, d'abaisser nos barrières douanières. Aujourd'hui, toujours d'après Jonathan Katz, six livres de riz de *Riceland Foods of Arkansas*, sans doute la plus grande usine de riz au monde, se vendent 3,80 dollars, alors que la même quantité de riz produit en Haïti se vend 5,12 dollars.

En outre, n'oublions pas que si nous avons à déplorer autant de morts à Port-au-Prince, c'est précisément parce que des centaines de milliers de paysans, sans ressources, sans moyens de production, incapables de concurrencer les importations occidentales, ont dû s'y installer en quête de travail.

Tout est lié : les prétendus remèdes d'hier et les catastrophes d'aujourd'hui ; la pauvreté de l'un crée la richesse de l'autre et vice-versa. Nos destins sont liés par des problèmes communs, auxquels l'aide internationale seule ne peut pas apporter de solution. Nous avons besoin d'une vision.

Les situations de drame et de deuil, comme celle que vit actuellement Haïti, peuvent nous permettre de renverser le paradigme actuel. Faire en sorte qu'Haïti devienne un nouveau modèle d'intervention. C'est aussi urgent pour les pays du Sud que pour les métropoles occidentales, où les inégalités ne cessent aussi de croître. Le plus tôt nous entamerons ce changement radical, le plus tôt nous pourrions nous rencontrer sur le même chemin et poursuivre ensemble une quête commune vers plus d'humanité, plus de justice, plus d'égalité et, pourquoi pas, plus de bonheur.

Projet ambitieux, irréaliste, utopique ? Je ne le crois pas. Car, malgré tous ses échecs, l'humanité a su donner des preuves d'une grande capacité de cœur, de créativité, de courage – tant sur le plan individuel que collectif. ■

**Il nous faut accepter le fait que le monde ne fonctionne pas comme il le devrait et nous donner les moyens d'un vrai changement.**



© UNESCO / Michel Ravassard

Ancien ministre de la Culture d'Haïti (1995-1997), le cinéaste **Raoul Peck** est notamment l'auteur de *L'homme sur les quais*, *Lumumba*, *L'affaire Villemin*, *Sometimes in April*, *L'école du pouvoir*.

Après avoir passé une partie de son enfance au Congo, il fait ses études secondaires en France et aux États-Unis. Il complète ensuite ses études d'ingénieur et d'économie en Allemagne, puis entre à l'Académie du Film et de la Télévision de Berlin, où il commence sa carrière.

Deux jours avant le tremblement de terre de sa ville natale, Port-au-Prince, il est nommé, par décret présidentiel, président de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (La Fémis), à Paris.

Dix années d'épargne sont nécessaires en Haïti pour commencer à construire une  
© Jocelyne Beroard

# Le cercle vicieux de l'économie haïtienne

Par  
**Gérald Chéry**

L'immobilisme ambiant maintient en vie une économie désuète qui maintient Haïti dans une pauvreté dont la chape de plomb empêche le progrès. Au lieu d'attendre que Dieu leur vienne en aide, les Haïtiens devraient abolir le système rentier qui paralyse leur pays.

**On ne peut pas construire** l'économie d'un pays, sans établir une politique économique et sans se doter d'une administration capable d'en assumer la responsabilité. Or, Haïti ne dispose ni de l'un ni de l'autre. L'économie est indissociable de l'idée du progrès, que nous n'avons pas, non plus. Là est le drame. Le simple citoyen haïtien ne se projette pas dans un rôle de technicien participant à la construction de son pays. Il attend que progrès vienne de l'étranger. Pour lui, la prospérité est entre les mains de Dieu.

Nous ne nous donnons pas les moyens de construire nous-mêmes notre pays, de changer notre réalité. Nous hésitons quant à la voie à suivre pour reconstruire notre économie. Nous restons figés dans l'incertitude, ne sachant que faire.

La catastrophe du 12 janvier 2010 remet en cause notre immobilisme. Il n'est plus possible de résister au

changement de la régulation de l'économie haïtienne, qui fonctionne encore sur la base de mécanismes rentiers. Basé sur quelques sources de revenus, en l'occurrence le café, ce type d'économie ne profite qu'à une partie infime de la population, excluant la grande majorité. Toute la vie politique haïtienne est organisée autour de la rente, s'évertuant à protéger les rares élus qui font obstacle à la diversification pour préserver leurs privilèges. Pour y parvenir, ils essaient par tous les moyens d'occuper d'importantes positions politiques.

Dans ce cercle vicieux, les ménages haïtiens subissent les préjudices les plus pénibles. Il leur faut épargner pendant au moins 10 ans pour pouvoir commencer à construire une maison et passer le restant de leurs jours à la parachever. C'est que la politique du crédit est quasi-inexistante en Haïti. Son économie fonctionne sur la base de l'épargne préalable, ce qui conduit au

*cash collatéral* (crédit égal à l'argent dont l'emprunteur dispose sur son compte d'épargne) et, par conséquent, à l'aberration consistant à investir en comptant uniquement avec les richesses déjà acquises.

Cette situation démontre le déficit d'une politique monétaire ou de crédit ouverte aux besoins de la population, dans un pays où les autorités s'occupent avant tout des intérêts des rentiers. Elle explique aussi l'émergence d'autorités de substitution – ONG, communauté internationale et... Dieu ! – supposés prendre en charge les besoins de la population.

## **Sans crédit point de salut**

Haïti ne pourra pas se relever sans adopter une économie fondée sur le crédit. En effet, si les 200 000 ménages, victimes du séisme, doivent accéder au logement, il est indispensable de mettre à leur disposition un crédit immobilier



Père portant sa fille sur ses épaules, à la suite de l'inondation de leur maison à Cité Soleil, à proximité de Port-au-Prince. ©

© UN Photo/Logan Abassi

remboursable sur 15 ou 20 ans. Vu que les ménages ne disposent généralement pas de l'apport de 30 % du montant de l'acquisition obligatoire selon la loi, la garantie du crédit devra être leur travail.

Et si l'on octroie un crédit immobilier aux victimes du séisme, on doit donner cette même possibilité à toute la population. Il est impératif que le système du crédit se généralise et soit accessible à tous, y compris, et surtout, aux entreprises qui doivent se développer pour permettre aux ménages de trouver du travail et de rembourser leur crédit.

Le crédit devra donc reposer sur le travail futur des emprunteurs, c'est-à-dire sur leurs compétences, ce qui implique qu'ils devront recevoir des formations adaptées aux besoins du marché. Le volume global des crédits et des investissements dépendra donc de l'aptitude de la main-d'œuvre à être compétitive sur le marché mondial, et non de l'épargne ou de l'aide extérieure.

L'économie de crédit n'est pas une question de bon vouloir des dirigeants ou des individus, elle constitue un facteur fondamental de l'appareil productif. Si l'État ne se dote pas d'une politique qui rend crédibles les différents acteurs économiques, le pays continuera à sombrer dans les problèmes qu'il connaît depuis toujours.

La reconstruction d'Haïti n'est possible qu'à condition que l'État assume la gestion d'une économie ouverte aux besoins de tous les groupes sociaux et non d'une élite vivant sur la rente.

#### Comment gérer les prêts et les dons ?

L'extraordinaire solidarité que la communauté internationale a manifestée à l'égard d'Haïti se traduit notamment par des dons et des prêts qui serviront avant tout à reconstruire le cadre urbain. Les sociétés de bâtiments se partageront les fonds. Les bailleurs seront satisfaits si le programme est exécuté avec un minimum de corruption.

Mais, à l'exception de la rénovation de Port-au-Prince, l'impact de cette aide sur l'économie nationale sera faible et passager, si l'on opte pour une importation massive des matériaux de construction. Une fois l'argent épuisé, l'État disposera de bâtiments, certains ménages de logements, d'autres seront laissés pour compte. L'économie de rente aura traversé une période de prospérité, alors que les problèmes de financement de la production et de l'emploi ne seront pas résolus. La gestion néfaste des catastrophes naturelles des six dernières années est éloquente à ce propos.

Afin de bénéficier pleinement de l'aide extérieure et de bâtir les

fondations d'une nouvelle économie, les dirigeants du pays devraient plaider auprès des institutions internationales en faveur de conditions permettant à Haïti d'échapper temporairement à certaines règles du commerce international. Ils devraient également encourager l'installation d'une première vague d'industries liées à la fabrication (aciéries, cimenteries, matériels électriques) et à l'équipement des logements (électroménager, appareils sanitaires, articles de décoration), autant de secteurs qui n'ont pas pu être promus par le passé à cause de la faiblesse de la demande. Par ailleurs, l'accent devrait être mis sur la formation, car seule une main-d'œuvre qualifiée et des produits compétitifs permettront au pays de rembourser sa dette externe.

D'autres changements seront nécessaires pour soutenir le travail en Haïti : la décentralisation et le développement local ; une réforme de la protection sociale motivant les travailleurs à opter pour des carrières dans une entreprise ; des réformes de la politique financière permettant de mobiliser les capitaux internes ; recours au partenariat public-privé pour stimuler le développement des entreprises et seconder l'État dans les domaines de l'économie ou sa présence est inefficace ; une réforme de l'université pour former un nombre plus important de cadres et alimenter l'administration en idées nouvelles sur le changement économique et social. ■



**Gérald Chéry**, économiste, est membre de la Commission nationale des marchés publics d'Haïti.

© UNESCO / Andrew Wheeler



© UNESCO/Fernando Brughman

Le déterminisme culturel est une conception dangereuse qui attribue à des particularismes culturels les échecs de la croissance et de la démocratisation. Pour devenir un facteur de développement humain, la notion d'identité culturelle doit d'abord être démythifiée.

Le Centre national de l'art, à Port-au-Prince, après le séisme du 12 janvier 2010. ©

Par  
**Antonio Vigilante**

# Culture et développement : le revers de la médaille

La relation entre culture et développement fait l'objet d'un débat qui est loin d'être clos. Essayons de définir les deux notions. Qu'entend-on par culture ? Pour reprendre les propos de l'écrivain franco-libanais Amin Maalouf, le capital culturel d'un individu ou d'une communauté est composé d'une dimension verticale, qui est l'héritage de nos ancêtres et des traditions, et d'une dimension horizontale, qui est façonnée par notre époque et nos contemporains. Et qu'entend-on par développement ? Il ne se réduit pas à un niveau de vie décent et à la liberté politique, comme nous le rappelle le rapport sur le développement humain 2004 du Programme de développement des Nations Unies (PNUD). La liberté culturelle est désormais considérée comme un droit

de l'homme et un élément essentiel du développement humain.

Néanmoins, il n'existe pas de rapport clair entre la culture et le développement. On assiste régulièrement à l'apparition de vagues de déterminisme culturel attribuant les échecs de la croissance et de la démocratisation aux imperfections inhérentes à des traits culturels. Pour combattre ces dangereuses théories, il faut prendre en compte le fait que la culture n'est pas l'unique facteur fondamental qui détermine notre vie et notre identité. Le sexe, la classe, la

**Le capital culturel et créatif doit passer par des mesures visant à renforcer le capital social des individus.**

profession, la politique, les ressources humaines et matérielles sont autant d'éléments primordiaux. Et comme les cultures évoluent, elles ne peuvent déterminer que dans une faible mesure le développement futur d'une société. En bref, il n'existe pas de grande théorie culturelle du développement.

Le peuple et les artistes haïtiens possèdent une formidable créativité, source de magie, de poésie, de peintures et de musique « qui permettent d'explorer l'éternité de l'inconnu », pour emprunter une expression à l'écrivain bolivien Eduardo Scott Moreno. Mais, comme il le fait dire à un intellectuel haïtien, héros de son roman *La doncella del Barón Cementerio* [La Servante du Baron Cimetière<sup>1</sup>], « malgré cela, je ne vois aucun avenir social et politique ».

Cette contradiction flagrante indique qu'à elle seule, la culture n'est pas forcément un facteur crucial de développement, surtout si on l'interprète uniquement comme une créativité et une expression artistique individuelles. Mais elle peut représenter un atout puissant capable de renforcer le capital social nécessaire à la reconstruction, si elle est encouragée de façon appropriée, notamment par les politiques publiques.

### Un autre cataclysme

Haïti réunit toutes les conditions d'un *perfect storm*<sup>2</sup> en matière de développement dont les deux causes majeures sont l'aliénation de la population et le manque d'institutions légitimes qui fonctionnent. L'absence de contrat social valide et légitime entre l'État et le citoyen est au cœur de cette crise structurelle. Les récentes catastrophes naturelles n'ont fait qu'aggraver de manière dramatique cet autre cataclysme et les souffrances du peuple haïtien.

On s'accorde généralement à dire que c'est une refondation plus qu'une reconstruction qui est nécessaire en Haïti. Pour relever ce défi, il faudra accorder une place à l'identité culturelle en évitant d'en faire un mythe, car cette refondation passera par la transformation du leadership politique, des capacités institutionnelles et des mouvements sociaux, mais aussi par une compréhension partagée de l'essence du développement durable national auquel on aspire. Le capital culturel et créatif doit passer par des mesures visant à renforcer le capital social des individus, c'est-à-dire les valeurs, les mécanismes, la confiance et les interactions permettant d'optimiser le potentiel de développement du pays.

Le Plan d'action pour le relèvement et le développement national [PDNA] préparé par le gouvernement indique quelques voies favorables, notamment la décentralisation, les pôles de développement territoriaux et les investissements dans la culture. Certes, les personnes qui ont participé à sa rédaction avaient encore en tête les souffrances de la population, le désespoir et le sentiment d'urgence, mais il est impossible de concrétiser un projet s'il est conçu par le haut, comme c'est le cas de ce plan.

La première tâche de refondation consiste donc à former un leadership politique national capable de décentraliser le pouvoir, pour que la population participe réellement à la formulation des priorités locales et nationales. Ce leadership politique doit être capable de concevoir des systèmes d'exécution et de responsabilité politique et économique qui permettent aux Haïtiens de devenir des acteurs engagés, plus que de simples « bénéficiaires ».

Je pense qu'Haïti voit s'ouvrir devant elle la chance de prendre un nouveau départ en définissant un projet, une vocation économique et sociale nationale à laquelle tous les citoyens peuvent s'identifier et au sein de laquelle leur culture et leur créativité peuvent constituer un des instruments fondamentaux reliant tous les domaines de la vie. ■

1. Le Baron Cimetièr est, avec le Baron la Croix et le Baron Samedi, un esprit de la mort dans le vaudou.

2. *The Perfect Storm* est le titre d'un roman de l'Américain Sebastian Junger et du film qu'il a inspiré à l'Allemand Wolfgang Petersen (en français : *En pleine tempête*). L'expression désigne une combinaison de circonstances qui aggravent une situation de manière dramatique.



**Antonio Vigilante** (Italie), est directeur du Bureau des Nations Unies et du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) à Bruxelles, Belgique. Il a été coordonnateur résident des Nations Unies et représentant résident du PNUD en Egypte, en Bulgarie, en Bolivie. Auparavant il a occupé des postes au sein de l'ONU à New York, à la Barbade, en Éthiopie, au Honduras et en Bolivie.



Dans les années 1970, Haïti importait 10 % des denrées alimentaires nécessaires à sa survie, aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 60 %. L'État a passé la main aux ONG qui fournissent 80 % des services publics. Où est l'erreur ?

Tableau du peintre haïtien Préfète Duffaut. ☺



© UNESCO/Alexis N. Vorontsov

# Les quatre piliers de la reconstruction haïtienne

Par **Alex Dupuy**

**Bien avant que le séisme** de magnitude 7 ne frappe Haïti le 12 janvier 2010 et ne rase Port-au-Prince et ses alentours, la capitale haïtienne courait déjà à la catastrophe. En 1950, la ville comptait 150 000 habitants. Ce chiffre atteignait 732 000 en 1982 et entre 2 et 3 millions en 2008. Or, l'infrastructure de Port-au-Prince ne s'est pas développée proportionnellement à cette croissance démographique exponentielle et les rares services fournis étaient mal administrés ou destinés principalement aux quartiers et banlieues les plus riches. Résultat : seuls

28 % des Haïtiens avaient accès aux soins de santé, 54 % à l'eau potable et 30 % aux services d'assainissement. L'État haïtien a abandonné depuis longtemps ses responsabilités vis-à-vis la majorité de ses citoyens, dans les villes comme dans les campagnes, et a laissé aux donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'aux ONG le soin de fournir des services à la population, tout du moins depuis l'ère Duvalier [1957]. Haïti est le pays du monde où intervient le plus grand nombre d'ONG. Dans les zones rurales, elles fournissent jusqu'à 70 % des soins de santé et 80 %

des services publics. Cette situation a eu pour conséquences le renforcement du laisser-aller de l'État et la privatisation quasi totale des services de base. Malheureusement, le passage à la démocratie n'a rien changé à cette réalité.

Les estimations font état de 250 à 300 000 morts, victimes du tremblement de terre. La Banque interaméricaine de développement (BID) estime que le bilan matériel du séisme atteindra entre 8 et 13 milliards de dollars, ce qui en fait la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire récente. Plus de 1,3 million de personnes se sont retrouvées à la rue, seules 50 à 60 % d'entre elles ont reçu un abri d'urgence. Les géologues haïtiens avaient prévenu les autorités de la probabilité d'un séisme depuis des années mais, comme pour les hurricanes et les tempêtes tropicales (en 2004 et en 2008) qui avaient causé d'immenses pertes humaines et matérielles il y a quelques années, aucune mesure n'a été prise pour parer à cette éventualité. L'État haïtien est tout simplement incapable de répondre à une crise de cette ampleur (ou même moindre) et ce principalement car les responsables politiques ont toujours pris des mesures à court terme mettant au premier plan les intérêts d'une poignée de citoyens. Avec la Bolivie, Haïti est le pays du continent américain où les inégalités de revenus sont les plus criantes. Les 10 % les plus riches de la population contrôlent 47 % du revenu national et 2 % détiennent 26 % de la richesse nationale. À côté de cela, les 20 % les plus pauvres perçoivent 1,1 % du revenu national, 76 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et plus de 50 % avec moins de 1 dollar.

Toutefois, les dirigeants locaux n'ont pas créé ces conditions tous seuls : ils ont agi en étroite collaboration avec les gouvernements et acteurs économiques étrangers ayant des intérêts de longue date en Haïti, en particulier ceux des pays avancés (États-Unis, Canada et France) et les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international et BID). Ces organisations ont fait d'Haïti un fournisseur de main d'œuvre extrêmement bon marché pour les investisseurs locaux et étrangers de l'industrie d'assemblage et l'un des



© Olivier Beyrouat

principaux importateurs de denrées alimentaires du continent pour les États-Unis. Cette situation est le fruit d'une série de politiques « d'ajustement structurel » consistant à maintenir les salaires bas, éliminer tous les obstacles au libre-échange, supprimer les restrictions douanières et quantitatives sur les importations, offrir aux industriels des allègements fiscaux sur leurs bénéfices et leurs exportations, privatiser les entreprises publiques, réduire le nombre de postes dans le secteur public et trancher dans les dépenses sociales pour diminuer les déficits budgétaires.

Dans le même temps, l'abaissement des barrières douanières et quantitatives sur les importations alimentaires mis en œuvre depuis les années 1980 nuisait à l'agriculture. Dans les années 1970, Haïti importait tout au plus 10 % des denrées alimentaires dont le pays avait besoin. Aujourd'hui, ce chiffre s'élève à près de 60 %, tandis que 80 % des recettes d'exportation sont nécessaires au paiement de ces importations. Haïti, qui était autrefois autonome en riz, sucre, volaille et porc, est devenu le quatrième plus grand importateur mondial de riz et le premier importateur caraïbe de denrées alimentaires en provenance des États-Unis. La libéralisation du commerce s'est donc principalement traduite par le transfert de richesse des agriculteurs haïtiens aux agriculteurs américains et aux quelques entreprises d'Haïti qui contrôlent les importations alimentaires. À mesure que l'économie nationale s'effondrait, Haïti est devenu de plus en plus dépendante des envois de fonds en provenance des émigrants, qui représentaient 20 % du PIB du pays en 2008.

Les pressions en faveur de l'annulation de la dette d'Haïti envers les donateurs bilatéraux et multilatéraux se font de plus en plus insistantes. En 2009, les institutions financières internationales ont annulé la moitié de la dette d'Haïti, soit 1,2 milliard de dollars. Les États-Unis et le FMI ont déclaré qu'ils continueraient de travailler avec les autres donateurs bilatéraux et multilatéraux pour alléger la dette. Cependant, aussi significatives qu'elles soient, ces mesures ne changent rien aux politiques globales de ces institutions et ne réparent aucunement les torts qu'elles ont causés à l'économie haïtienne au cours des quarante dernières années.

#### **Le destin d'Haïti de nouveau entre les mains de la communauté internationale**

Mais alors, quelles sont les mesures à prendre ? Des élections parlementaires étaient prévues pour février et mars 2010, mais elles ont été repoussées. Le Président Préval et Edmond Mulet, nouveau chef de la mission de l'ONU en Haïti, ont renouvelé leur demande d'organisation d'élections dans les plus brefs délais. Les élections présidentielles devaient également se dérouler en novembre, mais là non plus, on ne sait pas encore quand elles auront lieu. Le gouvernement a récemment publié le Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti [PDNA], qui a été rédigé avec le concours de membres d'agences internationales et d'institutions financières. Le PDNA, qui estime la coût de la reconstruction à 11,5 milliards de dollars, dresse une vision à court, moyen et long terme qui

#### *Scène de Cap-Haïtien.*

appelle à décentraliser le pouvoir, la population et l'industrie hors de Port-au-Prince et à investir plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures, le bâtiment, le tourisme, la protection de l'environnement, les services de l'État et l'agriculture.

Il ne fait aucun doute que la plupart de ces recommandations devront être prises en compte si l'on veut relever l'économie nationale qui a été profondément ébranlée. Mais, étant donné que le gouvernement a été incapable de prendre des mesures efficaces suite aux dévastations causées par les hurricanes et les tempêtes tropicales de 2008, il est peu probable qu'il en aille autrement cette fois-ci, d'autant plus que son mandat va bientôt prendre fin. La communauté internationale a infligé un vote de défiance au gouvernement en insistant pour qu'une commission intérimaire de développement et un fonds fiduciaire multi-donateurs soient créés et administrés par un comité directeur composé de 17 membres votants. Le comité sera constitué de huit représentants majeurs de la communauté internationale de donateurs (États-Unis, Canada, France, Brésil, Union Européenne, BID, Banque mondiale et Nations Unies), d'un représentant du CARICOM [communauté caribéenne], d'un représentant d'autres donateurs financiers et de sept représentants haïtiens. On voit donc que la communauté internationale disposera d'un vote majoritaire dans ce qui est présenté comme un plan haïtien de développement et de reconstruction.





© Olivier Beytout

De plus, même si le PDNA reste vague sur les propositions politiques industrielles et agricoles spécifiques, la communauté internationale s'était déjà mise d'accord sur ces aspects bien avant le tremblement de terre. En 2009, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a demandé à un ancien économiste de la Banque mondiale, Paul Collier, de formuler un plan de développement pour Haïti et a chargé l'ancien Président des États-Unis, Bill Clinton, de le diriger. Dans un discours semblable à celui du PDNA, le rapport de Collier appelle à décentraliser les investissements, à construire des réseaux routiers et de télécommunication et à créer des groupements de production industrielle et agricole dans différentes parties du pays. Cette dernière recommandation consiste essentiellement à établir de nouvelles zones de libre-échange dans le secteur du textile (en plus de celles qui existent déjà à Port-au-Prince et à Ouanaminthe) et des groupements du même type pour la production et l'exportation d'une sélection de produits agricoles.

### Repenser intégralement le modèle

Selon moi, si Haïti doit être reconstruite sur une base différente, une base qui mette au premier plan les besoins et les intérêts de la majorité pauvre du pays, il sera nécessaire de repenser le modèle dont les grandes puissances ont fait une doctrine et qui a été accepté sans broncher par les gouvernements conciliants qui se sont succédé à la tête d'Haïti. Les organisations rurales et urbaines locales et divers secteurs de la société civile, qui ont été systématiquement ignorés ou

marginalisés dans la formulation du plan officiel, ont déjà réfléchi à un nouveau modèle. L'alternative qu'elles proposent peut être résumée en quatre grands points :

1. Rejet ou renégociation de toutes les différentes versions de politiques d'ajustement structurel proposées par les institutions financières internationales.
2. Lancement d'un projet de travaux publics national à grande échelle pour reconstruire et développer l'infrastructure d'Haïti, le réseau de télécommunication, les transports, les écoles publiques, les installations de santé publique et le logement social.
3. Priorité à la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays en subventionnant la production destinée au marché local et en favorisant le développement des petites et moyennes entreprises qui utilisent des produits haïtiens afin de fabriquer des biens de consommation pour le marché national et, éventuellement, pour l'exportation (la production artisanale par exemple).
4. Protection des droits de tous les travailleurs, notamment le droit de former des syndicats, le droit d'engager des négociations collectives, le droit de grève et le droit à un salaire de subsistance.

Il est évident que ces objectifs ne pourront être mis en œuvre simultanément ou immédiatement. Ils doivent néanmoins servir de base pour

que la population se mobilise en masse afin de pousser le gouvernement à engager sa responsabilité et à renégocier les relations qu'entretient Haïti avec la communauté internationale. Il faut également espérer que lors des prochaines élections, la population mobilisée ne mettra pas son destin entre les mains de faux prophètes. ■



© UNESCO / Andrew Wheeler

Professeur de sociologie à l'Université de Wesleyan, (États-Unis), **Alex Dupuy** s'est distingué par ses recherches dans le domaine du développement social, économique et politique d'Haïti et des Caraïbes. Il est notamment l'auteur de *Haiti in the World Economy: Class, Race, and Underdevelopment Since 1700* (1989), *Haiti in the New World Order: The Limits of the Democratic Revolution* (1997), *The Prophet and Power: Jean-Bertrand Aristide, the International Community, and Haiti* (2007).



# L'université dans la rue

Un nouveau modèle d'éducation, fondé sur le bénévolat et le partenariat, a émergé des ruines de l'Université Quisqueya, à Haïti, entièrement détruite par le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Son initiateur, le recteur Jacky Lumarque, s'en est expliqué dans une interview accordée à Jean O'Sullivan (*EduInfo*), dont nous reprenons des extraits.

**Dix jours après le tremblement de terre, qui a tué 17 étudiants et membres du personnel de l'Université Quisqueya, vous avez organisé un système de bénévolat. Comment avez-vous procédé ?**

Dans un premier temps, les étudiants en médecine se sont installés dans une tente, sur un parking. Ils ont d'abord été supervisés par leurs enseignants, puis par une équipe de docteurs slovaques qui sont arrivés avec des médicaments et des équipements et qui cherchaient un endroit où travailler. Ensuite, les étudiants ont mis en place une clinique mobile. Puis, on a pu avoir des points de distribution d'eau potable. Les étudiants en ingénierie et en protection de l'environnement sont allés dans les rues et ont aidé les gens à s'organiser en comités pour gérer les camps improvisés et mettre en œuvre des activités de zonage, d'assainissement et de

gestion des déchets. L'université est devenue une énorme machine à bénévoles !

Onze autres tentes ont été plantées. Les étudiants en science de l'éducation ont suivi des cours intensifs dans le domaine de l'aide psychosociale et sont presque immédiatement passés à la pratique dans les rues. Ils se sont également impliqués dans la conduite d'ateliers de thérapie faisant appel à la création artistique et destinés à environ 150 enfants par week-end, dans l'une des tentes. Je leur ai dit : « Maintenant, votre université, c'est la rue ».

Pendant les week-ends, les étudiants rencontraient leurs enseignants afin de formaliser l'éducation non formelle qu'ils avaient reçue pendant la semaine ou pour mettre la théorie en pratique. Nous sommes en train d'élaborer un système qui permettra de récompenser leurs efforts. Pour eux, cette expérience a changé le

paradigme de l'éducation. Ils ont réalisé qu'enseigner n'était pas forcément à sens unique, que cela ne se passait pas forcément entre quatre murs avec un enseignant qui sait tout et qui dispense ses connaissances. Grâce à cette initiative de bénévolat, les connaissances sont acquises dans la rue et l'enseignant accompagne le processus. Nous « désinstitutionnalisons » les connaissances.

### **Est-ce que les étudiants ont pu continuer à apprendre ?**

Nous avons connecté l'une des tentes au réseau internet. Nous l'avons appelée « la tente numérique ». Des vidéoconférences ont été organisées avec des universités de Montréal et de Paris pour les étudiants en Master. Nous essayons de mettre en place un système de cours en ligne de façon à ce que les étudiants qui ont quasiment terminé leur année puissent passer leurs examens.

### **Quelle est la prochaine étape ?**

Étant donné qu'environ 400 à 500 étudiants n'ont pas pu suivre les cours du deuxième semestre qui devait commencer à la fin du mois de janvier, nous leur proposons un cours fondamental d'enseignement général associé à des cours plus brefs (gestion de base, logistique, premiers soins, prévention des risques, organisation des communautés, etc.), sur une durée de 15 semaines.

Le grand défi que nous devons relever consiste à remettre l'université en marche d'une façon durable, en mettant en place un système de parrainage dans le cadre duquel des donateurs versent environ 200 dollars par mois à chaque étudiant, lui permettant ainsi de faire face aux dépenses de la vie courante tout en poursuivant leurs activités bénévoles. Cette aide doit couvrir également les frais d'inscription et contribuer aux frais liés au fonctionnement et au personnel de

l'université. Nous avons vraiment besoin de ce parrainage car notre établissement est privé et ne bénéficie d'aucune subvention de l'État.

### **Est-ce que le tremblement de terre a modifié votre point de vue sur ce qui doit être fait pour reconstruire le système éducatif haïtien ?**

Complètement. À la lumière de l'état de dévastation du système éducatif, j'ai rédigé de nouvelles propositions pour un Pacte éducatif national à l'intention du gouvernement haïtien. Aujourd'hui, la question n'est pas tant de « faire revenir les élèves à l'école », mais plutôt de faire en sorte que tous les enfants haïtiens aillent à l'école, y compris les 25 % d'enfants âgés de 5 à 11 ans qui n'allaient pas à l'école avant le tremblement de terre. Sur ce sujet précis, j'ai consulté un grand nombre de parents, d'enseignants, d'étudiants et d'ONG œuvrant dans le secteur de l'éducation. Le budget de l'éducation représente aujourd'hui 9 % du PIB haïtien. J'aimerais le voir atteindre le seuil des 25 % en 2015 et des 30 % en 2025. L'objectif serait une scolarisation de 100 %, un enseignement gratuit, des manuels et du matériel pédagogique, et un repas chaud tous les jours pour chaque enfant. Pour que cela fonctionne, une formation accélérée des enseignants est indispensable. Ces propositions sont ambitieuses, mais nous ne pouvons plus nous permettre de continuer avec un système à deux vitesses. ■

*Jacky Lumarque fait visiter la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, (à sa gauche) le campus détruit de l'Université Quisqueya dont il est le recteur. ©*

*« Maintenant, votre université, c'est la rue ». »*

Mathématicien de formation, **Jacky Lumarque** est, depuis 2006, recteur de l'Université Quisqueya fondée en 1990 par des professeurs d'université en partenariat avec un groupe de sociétés haïtiennes. Ancien directeur de Capital Consult, société privée de consultation spécialisée en économie, finances et gestion, il est actuellement président de la Commission présidentielle pour l'éducation d'Haïti.





© Charles Carré

# Éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets

Par **Jean Coulanges**

Depuis 200 ans l'éducation se porte au mieux en Haïti, sur le papier. Mais dans la pratique, elle piétine et contribue à reproduire une société fondée sur l'inégalité et l'injustice. Un nouveau choix idéologique s'impose.

**Depuis Toussaint Louverture** en 1801, tous les gouvernements haïtiens, à l'exception de celui d'Alexandre Pétion (1806 – 1818), ont toujours instauré une instance politique et administrative chargée de l'éducation. L'article 19 de la Constitution de 1805, publié par l'empereur Jean-Jacques Dessalines, avait fait de l'éducation une préoccupation de l'État. Le roi Henry 1er, plus connu sous le nom de roi Christophe, qui avait formé un gouvernement séparatiste dans le nord du pays (1807 – 1820), pendant que le sud était aux mains d'Alexandre Pétion, est considéré comme un avant-gardiste dans le domaine de l'éducation – y compris de l'enseignement supérieur – et de la pratique des arts et métiers.

De 1843 à 1987, toutes les constitutions affirment le droit de chaque enfant haïtien des deux sexes de bénéficier d'une éducation de base « gratuite et commune à tous les citoyens », comme une priorité et une obligation. Or, le pays n'est jamais parvenu à mettre sur pied un système éducatif orienté vers les valeurs cardinales prônées dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Et, bien avant le séisme du 12 janvier, la nécessité de refonder le système éducatif se faisait sentir.

Au lieu d'inculquer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'école haïtienne a plutôt reproduit une société basée sur l'inégalité et l'injustice. Une société faite d'individus dépourvus de conscience nationale, qui méprisent leurs concitoyens, qui excluent et chosifient l'autre. Notre système n'a pas réussi à extirper les tares coloniales.

Nous avons donc aujourd'hui un pays en retard et qui s'enlise chaque jour davantage dans l'illettrisme et la pauvreté.

### Un état des lieux catastrophique

Une seule école normale supérieure, quelques écoles normales d'instituteurs et un seul centre de formation pour l'école fondamentale offrent une formation initiale et continue pour l'ensemble des cadres du système éducatif. Sur un total de 60 000 enseignants, seulement 10,64 % sont qualifiés au niveau de l'école fondamentale. Des professionnels d'autres secteurs sont recrutés comme enseignants, sans formation préalable en matière de pédagogie. Pis, certains enseignants n'ont aucune formation supérieure. Mais, même quand ils sont qualifiés, ils ne peuvent pas être performants, quand ils sont chargés de plus de 40 heures de cours par semaine.

Les installations scolaires délabrées ou construites en dehors des normes influencent elles aussi la qualité de l'éducation.

Pour ce qui est de l'accès à l'école primaire, on ne peut pas parler de gratuité, car environ 82 % des établissements appartiennent au secteur privé (d'après le recensement scolaire de 2003).

L'enseignement secondaire attend une réforme depuis 1980 et quasiment aucune étude n'a été effectuée à ce sujet. Quant au projet de réforme de l'enseignement supérieur en général et de l'Université d'État d'Haïti en particulier, il piétine depuis 1997. En dehors des mémoires des étudiants, les recherches et les publications sont très rares.

Comment en sommes-nous arrivés là ? L'absence de vision en est la raison fondamentale. L'État, toujours manœuvré par une oligarchie rétrograde, sans grandes ambitions, alloue peu de ressources au secteur éducatif. À cela s'ajoute un sérieux problème de gouvernance et de corruption. Le contrôle réel du système échappe au ministère de l'Éducation, et certains projets n'aboutissent guère.

L'instabilité politique génère aussi des effets néfastes sur l'évolution de l'éducation. Les ministres disposent de très peu de temps pour concevoir, élaborer et mettre en œuvre correctement une politique nationale de l'éducation. Au cours des 162 dernières années, 216 ministres de l'Éducation se sont succédé, soit une moyenne d'environ 9,4 mois d'exercice par personne. Cette situation engendre un manque presque total de continuité dans le secteur.

### Un nouveau choix idéologique

Comment refonder ce système en évitant que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets ? Fondamentalement, nous avons besoin d'un nouveau choix idéologique qui considère l'éducation de qualité comme le passage obligé vers une société épanouie. Sans considérations politiques partisans ni calculs électoralistes, il nous faut établir d'autres mécanismes de



© Leah Gordon

gouvernance en réformant, par exemple, le système de l'inspectorat. Nous devons prendre toutes les dispositions pour faire respecter, sans parti pris, les dispositions prises par l'État haïtien dans le cadre de la mise en place d'un système éducatif national. Il faudra également réviser les curricula existants en fonction des besoins du travail productif, des préoccupations environnementales, des valeurs citoyennes et fournir les moyens nécessaires à la réalisation de la réforme de l'enseignement supérieur. Il est impérieux de procéder à la mise en place d'infrastructures adéquates et d'élaborer des plans de carrière permettant aux enseignants de gagner leur vie avec dignité.

La refondation du système éducatif haïtien devra donc favoriser la formation de l'homme-citoyen-producteur capable d'améliorer en permanence les conditions physiques d'Haïti, de créer des richesses matérielles tout en contribuant à l'épanouissement des valeurs culturelles, morales et spirituelles du pays. Le nouveau système éducatif devra pouvoir développer la conscience nationale, le sens des responsabilités et l'esprit communautaire par l'intégration dans son contenu des données de la réalité haïtienne. ■

*Scène de carnaval de Jacmel. ☺*

*Enfant rêvant d'aller à l'école dans un quartier populaire de Bel Air Port-au-Prince, 1982. ☺*

**Jean Coulanges** est Secrétaire général de la Commission nationale haïtienne de coopération avec l'UNESCO. Les commissions nationales, organes de consultation, de liaison et d'information, mobilisent et coordonnent des partenariats avec la société civile, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de l'UNESCO.

Ayant rejoint l'UNESCO le 18 novembre 1946, Haïti fait partie de ses plus anciens États membres.



© UNESCO / Andrew Wheeler



# Une formation qui apporte sa pierre à la reconstruction

L'UNESCO  
*en action*

Par **Mehdi Benchelah** *journaliste franco-algérien*

Bâtir selon des méthodes parasismiques, tel est le sens du projet de formation des maçons, lancé avec le soutien de l'UNESCO en mars 2010, à Camp-Perrin, dans le sud-ouest d'Haïti. Quelque 500 maçons seront formés à des techniques qui permettront de sauver de nombreuses vies en cas de séisme.

**Une pelle ronde dans les mains**, Jean Sprumont s'active à grands coups nerveux. Au bout de quelques minutes, un cratère de ciment, de sable et d'eau se forme dans la cour encombrée de tamis et de moules à parpaings. Montrant la pâte grisâtre, Jean Sprumont s'adresse en créole à la quinzaine de maçons haïtiens venus assister à la formation sur les méthodes anti-sismiques: « Sa se béton kalité. Kalité do kibon pouli é lyben brasé » (C'est un bon béton. Il a la bonne quantité d'eau et il est bien mélangé).

Jean Sprumont n'est pas un formateur comme les autres. Ce responsable de projet belge vit depuis 44 ans en Haïti. Présent à Port-au-Prince le 12 janvier dernier, il a vu s'effondrer des immeubles entiers en quelques secondes. « Cette ville s'est construite dans la fantaisie bétonnière la plus complète, lâche-t-il avec amertume. On en a vu le résultat tragique. » Et il poursuit: « Ce sont les constructions qui ont tué les gens. Une trop forte quantité d'eau et la présence d'argile et de limon dans le béton sont les causes de la chute de plus de la moitié des bâtiments de Port-au-Prince lors du tremblement de terre ».

Pour tenter de remédier à des habitudes de construction qui ont conduit à amplifier la catastrophe, l'atelier-école de Camp-Perrin, situé dans le sud-ouest du pays, a mis en place en partenariat avec l'UNESCO une formation de dix jours intensifs pour les maçons, ferrailleurs et contremaîtres haïtiens. « C'est une bonne formation, explique Hébert de Montuma, qui dirige l'atelier-école de Camp-Perrin, même si ce



Déblaiement du quartier  
Carrefour-Feuilles à  
Port-au-Prince. ©

# Programme scolaire d'urgence



Les écoliers de Port-au-Prince ont commencé à retourner en classe trois mois après le séisme meurtrier du 12 janvier 2010.

*Dans l'ensemble du pays, le séisme a tué environ 38 000 écoliers et étudiants ainsi que 1 300 enseignants et personnels de l'éducation. Le ministère de l'éducation nationale a été détruit, ainsi que 4 000 écoles, soit près de 80 % des établissements scolaires de la région de Port-au-Prince.*

© UN Photo/Sophie Paris

n'est pas en dix jours qu'on peut tout apprendre sur la construction parasismique. »

Michel Raoul, 40 ans, originaire de Camp-Perrin, suit cette formation et il est convaincu qu'elle permettra d'éviter les erreurs qui ont été commises dans le passé. « Mais, le problème vient souvent du propriétaire », ajoute-t-il après une courte hésitation. « Il nous dit 'Protège-moi sur le ciment' (ne dépense pas sur le ciment), alors qu'en fait, au lieu de le protéger, cela peut causer sa mort ».

C'est la raison pour laquelle, explique Hébert Montuma, « au-delà des techniques que l'on enseigne aux maçons, il s'agit de leur faire prendre conscience que lorsqu'ils sont appelés sur un chantier, ils ont le devoir de faire les choses avec professionnalisme et éthique. »

Le séminaire commencera bientôt sa troisième promotion de maçons (à raison de 10 à 15 personnes par session). À terme, près de 500 maçons seront formés à des techniques qui permettront de sauver de nombreuses vies en cas de séisme. Afin de multiplier le nombre de personnes formées et permettre une plus grande transmission du savoir, les meilleurs éléments de chaque promotion sont encouragés à devenir eux-mêmes des formateurs.

À l'issue du séminaire, un ouvrage en français et en créole, contenant des explications illustrées par des schémas, sera édité, puis distribué aux professionnels du bâtiment dans le pays. ■

Camp-Perrin – 31 mars 2010

**Avec le soutien de l'UNESCO**, un programme spécial a été défini par le ministère haïtien de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin de prendre en compte le traumatisme et les bouleversements subis à la fois par les enfants et les enseignants.

Ce programme, mis au point lors d'un séminaire qui s'est tenu les 25 et 26 mars, concernera 600 000 élèves des niveaux primaire et secondaire. « Il s'agit de mettre d'avantage l'accent sur des objectifs essentiels », explique Jackson Pleteau, directeur de l'enseignement secondaire au ministère. « Pour cela, nous avons défini un socle de connaissances que les enfants doivent maîtriser pour passer d'une classe à l'autre. Nous envisageons aussi d'introduire certaines parties de l'enseignement l'année prochaine en classe supérieure. »

En vertu de ce nouveau programme, l'instruction reprendra par étapes en commençant par des activités « psychosociales », telles que le chant, la danse et l'expression créative pour aider les enfants à faire face à la tension extrême qu'ils ont subie à la suite du tremblement de terre. Ils recevront un enseignement sur le phénomène des séismes, avant de reprendre l'apprentissage classique par la suite. Le ministère prévoit un programme condensé en 18 semaines afin de valider l'année scolaire qui s'achèvera en août. Ce programme adapté sera mis en ligne par l'UNESCO afin qu'il soit disponible pour tous les enseignants en Haïti.

Cette rentrée ne concerne cependant qu'un nombre limité d'établissements et seulement un petit nombre d'enfants ont effectivement repris le chemin de l'école.

La plupart des établissements qui se sont effondrés nécessitent encore d'importants travaux de déblaiement et l'installation de tentes avant de pouvoir accueillir leurs élèves en toute sécurité. C'est le cas de l'école mixte Thérèse-



Rouchon, dans le quartier de Turgeau, complètement détruite. Au milieu des décombres, on distingue des bancs en bois, des copies d'examen et un tableau noir sur lequel est encore inscrite la dernière leçon donnée quelques heures avant le drame.

D'autres écoles ont bénéficié d'un premier déblaiement leur permettant de reconquérir un minimum d'espace vital, telle que l'institution Sainte-Marie-des-Anges, située dans le quartier chic de Paco. Le bâtiment des garçons s'est complétement effondré ; quant à la vieille bâtisse de briques qui abritait l'école de filles, elle est inutilisable pour causes de fissures et de trous béants dans la façade.

Afin de pouvoir accueillir ses élèves le premier jour de la rentrée, le directeur, le pasteur Franck Petit, a fait bâtir un grand hangar sous lequel ont été installées les classes, séparées entre elles par des panneaux en bois. La rentrée ne s'est pas faite sans difficultés, reconnaît pourtant le directeur : « Les enfants ont eu des réactions différentes, certains étaient en pleurs et ne voulaient pas entrer car ils avaient peur de mourir sous le béton. Il a fallu leur expliquer patiemment que nous avions des classes en bois. Pendant que nous faisons la montée du drapeau ce matin, plusieurs pleuraient, peut-être la mort d'un parent, d'une mère, d'une sœur, nous ne savons pas. C'est très dur, à la fois pour les élèves et pour les professeurs. »

Dans l'ensemble du pays, le séisme a tué environ 38 000 écoliers et étudiants ainsi que 1 300 enseignants et personnels de l'éducation. Le ministère de l'éducation nationale a été détruit, ainsi que 4 000 écoles, soit près de 80 % des établissements scolaires de la région de Port-au-Prince. ■

## Soutien psychosocial

Surmonter le traumatisme du séisme et tâcher de retrouver confiance en l'avenir : tel est l'objectif d'une formation de trois jours organisée à la fin avril 2010 sous les auspices du ministère haïtien de l'Éducation nationale et de l'UNESCO à destination de cadres de l'enseignement du secondaire en Haïti. Ceux-ci seront chargés de former les enseignants afin d'en faire bénéficier à leur tour les élèves.

Ce type de soutien dit « psychosocial » vise à prévenir et à soulager les séquelles morales consécutives aux catastrophes ou événements violents. Le concept repose sur des techniques d'animation, des jeux de rôle et des échanges entre les élèves et leurs enseignants.

Le séminaire a été suivi par une quarantaine d'inspecteurs, directeurs d'école et enseignants. La formation comprenait aussi un enseignement sur les phénomènes des séismes, la prévention des risques et les techniques de survie.

Le stage assuré par l'UNESCO a été réalisé avec le concours de l'Université Quisqueya de Port-au-Prince. Il s'agit de la première formation psychosociale à destination des jeunes du secondaire.

L'ensemble des élèves du secondaire du département de l'Ouest comprenant la région de Port-au-Prince, soit environ 110 000 adolescents, bénéficieront de ce programme de soutien qui sera, à terme, étendu à l'ensemble du territoire national.

*Le divertissement pour combattre le traumatisme. ☺*

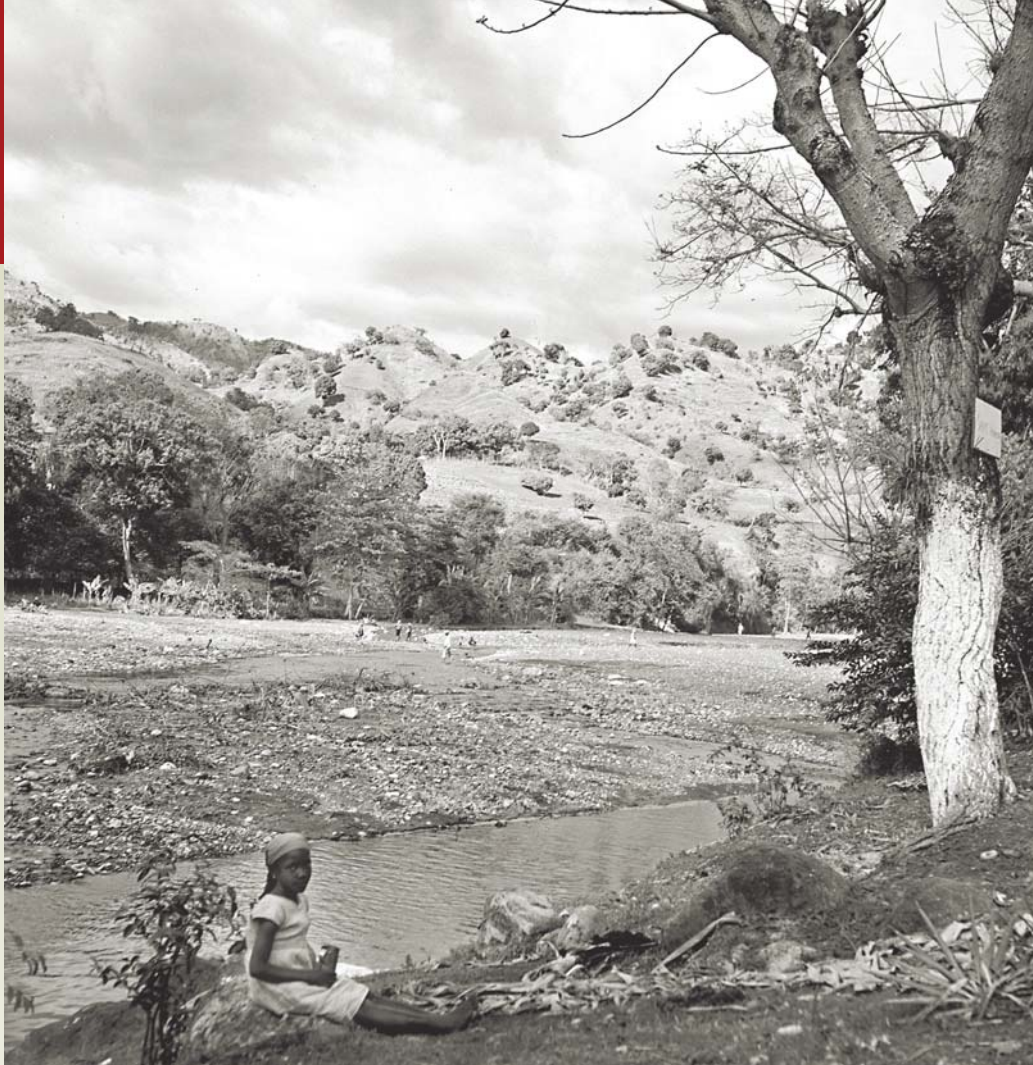
© UN Photo/Sophie Paris

L'UNESCO  
en action



*Le premier projet pilote d'éducation de base de l'UNESCO en Haïti a été implanté dans le district rural de Marbial, dans la vallée de la Gosseline, au sud du pays. ↻*

© UN Photo



# Kêbé l'Inesko Fò !

Par **Julia Pohle**, d'après les Archives de l'UNESCO

Haïti fut parmi les premiers États à rejoindre l'UNESCO, le 18 novembre 1946. Peu après, l'Organisation mettait en chantier dans ce pays son premier projet pilote d'éducation de base, visant à réduire l'illettrisme. Le projet a failli être abandonné. La population locale l'a sauvé.

Lorsque Haïti devint membre de l'UNESCO – et il fut l'un des premiers États à le faire – le pays accusait un taux d'analphabétisme supérieur à 80 %, dépassant même les 90 % dans certaines zones. Ce qui signifiait une population non seulement incapable de lire et d'écrire, mais aussi ignorante en principes scientifiques les plus élémentaires en matière d'agriculture, de préservation des ressources et d'hygiène. Jean Dumarsais Estimé, le président de la République d'alors, proposa à

l'UNESCO d'aider Haïti à relever le niveau d'instruction de ses habitants. Julian Huxley, le premier Directeur général de l'UNESCO, venait de déclarer que l'accès à l'éducation de base était une condition essentielle de « l'élargissement et de l'approfondissement de la compréhension entre les hommes auxquels se consacre l'UNESCO ». La proposition fut acceptée et, dès 1947, l'UNESCO mit en chantier une « expérience-témoin » d'éducation fondamentale, première du genre.



vallée est surpeuplée, les paysans, analphabètes, survivent à grand peine de maigres récoltes arrachées à une terre ravinée par l'érosion et sont la proie des maladies tropicales, malaria en tête. À cause des maladies et parce qu'il faut souvent deux heures de marche pour rejoindre l'école, moins de 500 élèves sont inscrits dans les trois établissements desservant la vallée, et la moitié seulement se rendent régulièrement en classe.

À cela s'ajoute la redoutable barrière linguistique. La langue officielle est le français, mais les habitants de Marbial ne parlent que le créole. Or il n'existe pas de manuels dans cette langue, déchirée entre quatre transcriptions différentes. Les enseignants n'ont à leur disposition que des manuels de français vieux de cinquante ans dont ils obligent les élèves à apprendre des passages par cœur sans qu'ils puissent vraiment les comprendre. Pour remédier à ce clivage linguistique, l'UNESCO fait appel à Robert Hall, professeur et chercheur américain spécialiste du créole. Dès son arrivée en Haïti, Hall met au point un alphabet qui permettra de rédiger des manuels de lecture en créole.

En avril 1948, l'UNESCO envoya une équipe enquêter en Haïti sous la direction de l'anthropologue d'origine suisse Alfred Métraux. Le site choisi par le gouvernement haïtien pour le nouveau projet pilote était le district rural de Marbial, dans la vallée de la Gosseline, au sud d'Haïti. La population de la vallée était alors estimée à environ 30 000 habitants, dispersés dans des cabanes à flanc de montagne. L'équipe y découvre des conditions de vie inhumaines : la

Article sur le projet de Marbial, paru en juin 1949 au Courrier de l'UNESCO.

Derrière: Scène du marché de Marbial.

Découragé par l'âpreté de la vie dans la vallée et la détresse des paysans de Marbial, Alfred Métraux rentre à l'UNESCO profondément pessimiste sur l'avenir du projet. Pourtant, lorsque Frederick Rex, expert américain de l'éducation de base envoyé sur les lieux quelques mois plus tard, estime que l'entreprise est irréalisable et recommande à l'UNESCO d'abandonner le projet, Métraux s'insurge. Il écrit à l'UNESCO : « Il nous est impossible de quitter Haïti [...] Nous ne pouvons pas abandonner ces pauvres gens, sans leur enlever tout courage [...] Les résultats obtenus dans le domaine de l'éducation seraient anéantis. Ce serait courir à un désastre complet [...] L'expérience-témoin de l'UNESCO mérite que nous lui consacrons toute notre énergie.

C'est alors que les paysans de Marbial, qui ont appris qu'on risque de les abandonner, se mobilisent à leur tour. Brandissant de grandes banderoles où l'on peut lire : « Kèbé l'Inesko Fò! » – ce qui signifie en créole : « soutenez l'UNESCO de toutes vos forces » – ils retroussent leurs manches. En l'espace de quelques mois, réunis en coopératives, ils élargissent le chemin qui mène à l'unique village, édifient un Centre UNESCO et un centre communautaire afin de rompre leur isolement. Ils creusent des latrines et un puits d'eau potable pour abolir une des causes les plus dangereuses de maladie. Le marché de Marbial est reconstruit sur un terrain plus élevé et plus sec et complété d'un petit abattoir à ciel ouvert.

Sur le plan éducatif, ces premières années enregistrent des progrès remarquables : un programme alimentaire d'urgence pour les écoliers a été mis sur pied, qui sert à déjeuner à 400 élèves chaque semaine. En septembre 1948, la vallée compte dix centres d'instruction, où jeunes et vieux peuvent apprendre à lire et écrire en créole. Bientôt, à l'initiative de membres des coopératives, paraît un journal local de deux pages, entièrement écrit à la main et illustré de simples dessins.

Malgré tous ces efforts de la population, l'UNESCO se voit confrontée à un défi de taille : il lui faut à la fois relever le niveau social et économique de la communauté en l'éduquant et dans le même temps former des enseignants et des intervenants haïtiens pour assurer dès que possible l'autosuffisance du projet. Il devient bientôt évident que tout progrès dans la vallée dépendra de l'amélioration de l'agriculture. Conrad G. Opper, nommé directeur du projet en 1950, demande à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de se joindre à l'UNESCO. Il écrit : « Il ne fait pas l'ombre d'un doute que tout programme d'éducation populaire dans la vallée de Marbial qui ne sera pas basé sur la remise en valeur du sol sera utopique et voué à l'échec ». L'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'associe également

au projet et envoie un médecin et une infirmière. Elle contribuera également à la création d'une clinique qui deviendra le premier dispensaire de la vallée.

Tout au long de ces avancées pas toujours spectaculaires, mais pourtant réelles et constantes, Conrad G. Opper et son équipe ont mis un point d'honneur à se tenir en retrait, afin de placer le projet entre les mains des paysans qu'il était destiné à secourir. Le succès de cette politique fut tel qu'en août 1950, les habitants de Marbial formèrent un comité régional de notables chargé de conseiller les personnels de l'UNESCO. Cette expérience avait réuni plusieurs agences de l'ONU dans un effort commun pour aider les paysans de Marbial à vivre une vie meilleure, mais sa réussite reposait d'abord et avant tout sur le peuple haïtien. ■

**Julia Pohle** travaille aux Archives de l'UNESCO ([www.unesco.org/archives/fre/index.html](http://www.unesco.org/archives/fre/index.html))

**Le projet pilote de la vallée de Marbial n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'action menée par l'UNESCO en Haïti dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la science et de la communication. Cette vision initiale et le soutien apporté par l'UNESCO en ce début du 21<sup>e</sup> siècle sont clairement dans la continuité. Les documents, les publications et la correspondance échangée lors de la mise en œuvre du projet dans la vallée de Marbial, ainsi que tout ce qui concerne l'action de l'UNESCO en Haïti, peuvent être consultés aux Archives de l'UNESCO. Contact : [j.boel@unesco.org](mailto:j.boel@unesco.org)**

#### Pour en savoir plus :

« Éducation de base : l'expérience-témoin d'Haïti », *Le nouveau Courrier*, n° 2, UNESCO, avril 2003.

Mende (Tibor), « Marbial n'est plus la vallée oubliée », *Le Courrier de l'UNESCO*, n° V, 1, UNESCO, 1952.

*L'expérience-témoin d'Haïti : première phase, 1947-1949*, UNESCO, 1951 (contient l'Accord passé entre le gouvernement haïtien et l'UNESCO).

« Les leçons de l'expérience-témoin d'éducation de base de l'UNESCO en Haïti », *Le Courrier de l'UNESCO*, n° III, 12, UNESCO, 1951.

Jean François (Emmanuel) : Service de l'expérience-témoin d'éducation de base de Marbial : Haïti – Rapports mensuels, UNESCO, 1950-1951.

« En Haïti, histoire d'une expérience-témoin », *Le Courrier de l'UNESCO*, supplément, n° II, 5, UNESCO, 1949.

« Une vallée qui renaît : voici comment les paysans de Marbial ont contribué au succès de l'expérience d'Haïti », *Le Courrier de l'UNESCO*, supplément, n° II, 5, UNESCO, 1949.

René Depestre, à l'UNESCO, en 2006, à l'occasion du cinquantième du Premier congrès international des écrivains et artistes noirs organisé à Paris. ➤



© UNESCO / Michel Ravassard

# René Depestre : entre utopie et réalité

Dans cet entretien publié dans *Le Courrier de l'UNESCO*, en décembre 1997, l'écrivain franco-haïtien René Depestre dresse un bilan de son parcours, en répondant aux questions de Jasmina Šopova. Il réaffirme son refus de toute idéologie totalitaire et son attachement à un civisme planétaire, fondé sur la solidarité et le respect mutuel.

**Vous avez démarré dans la vie d'adulte et de poète avec ce que vous avez appelé plus tard « un triple credo contestataire » : la Négritude debout, le brûlot surréaliste, l'idée de révolution. Aujourd'hui, seul le volet surréaliste de ce credo semble tenir encore la route.**

C'est une longue histoire. À la fin de 1945, André Breton est venu en Haïti. Il se trouve que sa visite coïncidait avec une exposition du peintre Wifredo Lam et avec une série de conférences données par Aimé Césaire – de quoi embraser l'imagination des jeunes créateurs haïtiens! À cette époque nous n'étions pas au courant des péripéties du mouvement surréaliste en France. Pour la jeunesse révoltée contre la dictature grotesque d'Élie Lescot, le surréalisme incarnait surtout l'esprit de

rébellion. La communication avec Breton s'est révélée « contagieuse ». À la suite de sa première conférence, dans un cinéma de Port-au-Prince, le journal *La Ruche*, que nous venions de fonder, a publié un numéro spécial en hommage à Breton. Cela nous a valu la prison, et le journal a été interdit.

Ce que Breton a découvert en Haïti, et nous a fait découvrir à nous, c'est que le surréalisme n'était pas seulement une doctrine esthétique, mais qu'il pouvait être une composante de l'imaginaire des peuples ; qu'il existait un surréalisme populaire. Cela nous a redonné confiance en nous-mêmes. Nous avons vu que ce sens du merveilleux dont on avait secrètement un peu honte et qu'on associait à une sorte de sous-développement était au contraire notre arme. Breton nous a dit : « Nous avons lancé le surréalisme à

partir de notions savantes ; vous l'avez reçu dans le berceau. » C'était dire que le surréalisme est une chose innée dans les Caraïbes. Le vaudou, issu d'un syncrétisme franco-africain, est un exemple de surréalisme religieux. Le comportement des dieux vaudous est éminemment surréaliste.

**Le surréalisme dont vous parlez dépasse donc largement le cadre d'un mouvement littéraire.**

Largement. Beaucoup d'écrivains européens, à dater du romantisme allemand, et même avant, ont eu des démarches surréalistes. Je suis sûr qu'à bien regarder dans la culture égyptienne, japonaise ou chinoise, on y découvrirait également des aspects surréalistes. Pour moi, le surréalisme est une façon d'introduire le merveilleux dans le quotidien. Il existe donc partout.

Mais certains peuples, comme les Haïtiens ou les Brésiliens, le manifestent avec plus d'audace que d'autres.

### Comment expliquez-vous l'émergence des Duvalier dans une société imprégnée du merveilleux ?

Le merveilleux a marqué même la politique haïtienne. Il y a dans l'histoire de ce pays des comportements de dictateurs qui relèvent d'une sorte de dérive du merveilleux. Une dérive tragique. Le « tonton macoute », qui est une notion folklorique – une incarnation du mal, une créature nazie, une sorte de « SS haïtien » –, est ainsi devenu réalité. Le folklore haïtien est traversé par un antagonisme entre les forces du bien et les forces du mal. Et Duvalier père s'est appuyé sur les forces de la magie noire pour plonger le pays dans une situation de surréalisme totalitaire.

Mais il n'y a pas que cet aspect démoniaque. Depuis ce matin de décembre 1492 où Christophe Colomb a été saisi de fascination en découvrant l'île, l'aventure historique baroque d'Haïti est indissociable du réel merveilleux américain. Le sens du merveilleux (ou réalisme magique sud-américain) est devenu un élément constitutif de la sensibilité haïtienne et le père nourricier de ce tiers d'île, où le meilleur et le pire se côtoient avec une étonnante familiarité, quand ils ne se heurtent pas avec une rare férocité.

### Vous avez célébré l'utopie communiste dans vos poèmes.

L'utopie marxiste s'était effectivement refermée sur mes travaux et mes jours de poète de tout son poids de mensonge et de cauchemar policier – jusqu'au moment de ma rupture avec le stalinisme. Ayant vécu dans des lieux qui devaient prendre dans le tumulte du siècle une valeur « stratégique » considérable (Moscou, Prague, Pékin, Hanoï, La Havane), j'ai compris que ce que l'on entendait là-bas par *révolution socialiste* n'était pas l'inverse du régime de terreur haïtien, mais une autre figure de la même dérive. Au lieu de faire prospérer l'héritage des droits de l'homme et du citoyen, la « révolution » y a profané l'autonomie de la femme et de l'homme : elle s'est livrée, à leurs dépens, au plus fantastique détournement d'idéal et de rêve de toute l'histoire des hommes.

### Qu'est devenue votre « idée de révolution », celle qui vous a mené d'Haïti en Europe, et ensuite à Cuba ?

J'ai vécu intensément l'idée de révolution. Elle était devenue, chez moi, une sorte de disposition naturelle, comme le fait de respirer, de marcher ou de nager. Et elle a failli truquer à jamais mon intégrité de citoyen et d'écrivain. L'idée de révolution a appauvri gravement la charge de poésie et de tendresse qui, à vingt ans, me faisait imaginer au loin mes travaux comme un état d'émerveillement et de compassion avec le monde. Elle a fait de mon parcours littéraire celui d'un écrivain à volte-face psychologiques et intellectuelles, à brusques retournements existentiels, une sorte de carnaval d'incertitudes et d'inconséquences, égaré dans la fureur des courants d'idées et de passions du siècle. Les îles au trésor inventées par les utopies et les mythologies de la révolution sont parties en fumée avec le grand rêve de nos jeunes années : unir l'idée de transformer le monde (Karl Marx) à celle de changer la vie (Arthur Rimbaud).

### Le mot « utopie » employé dans un contexte marxiste se teinte pour vous d'une connotation péjorative. Le monde n'a-t-il pas besoin d'utopies ?

Octavio Paz a défini les utopies comme « les songes de la raison ». Or c'est d'un prodigieux *cauchemar* de la raison que nous sortons juste. Le 19<sup>e</sup> siècle, âge critique par excellence, a été le générateur direct de l'utopie révolutionnaire. Mais le rêve, somme toute légitime, des philosophes du passé, ne s'est pas mué en réforme décisive de la condition humaine, comme ils l'ont cru, ni

en progrès sans précédent de notre espèce. Les aspirations généreuses de la pensée critique ont imposé à notre époque, sous la fausse identité du « socialisme réel », un absolutisme encore jamais vu.

En disant cela, je ne discrédite pas l'utopie en tant que telle. À une étape de ma vie où l'âge de vieil homme me donne le sentiment que j'ai désormais peu de temps devant moi et que je dois me dépêcher d'exprimer les choses que j'ai gardées, de toute la vie, par-devers moi, avec l'espoir de pouvoir les dire dans la grâce et la maturité, je fais en quelque sorte une critique de mon parcours de nomade. Et toute autocritique débouche sur l'utopie. Mais, en chat échaudé, je me méfie profondément d'un concept historique que les révolutions du siècle ont avili. À la notion de *realpolitik* qui est à l'origine de la plupart des malheurs des individus et des sociétés – et qui jouit encore d'une extraordinaire santé à la direction des États – j'oppose la notion de *realutopie*.

### Pouvez-vous nous expliquer cette notion ?

J'appelle *realutopie* la notion esthétique qui me permet d'intégrer en un tout unique les diverses composantes de ma *créolité* d'écrivain franco-haïtien. En médecine et en physiologie on parle de synergie pour désigner l'association de plusieurs facteurs qui concourent à une fonction unique et à un effet d'ensemble. L'idée de *realutopie* me conduit à une sorte de synergie esthétique et littéraire qui fait converger vers un même but les multiples expériences que je dois au réel



Parade de « tontons macoutes », dans la ville de Kenscoff, en 1984. ©

© Charles Carré



© Leah Gordon

merveilleux, à la Négritude, à l'érotisme solaire et à l'onirisme créole des Haïtiens, qui est le surréalisme des humiliés et des offensés.

### L'adieu à la Négritude n'est peut-être pas définitif, alors ?

Je me suis toujours méfié de la notion de négritude parce que je pensais qu'on ne pouvait pas constituer une anthropologie qui fût l'inverse exact de cette autre anthropologie qui s'était occupée de nous, pour nous dévaloriser et nous « déclasser Noirs ». Pour moi, on ne pouvait pas reprendre en termes de Noirs ce qui se disait et se faisait en termes de Blancs. Césaire lui-même appelait ce phénomène du « Gobinisme renversé ». J'étais conscient qu'il nous fallait construire notre esthétique, notre idéologie à nous, sans tomber dans du « racisme antiraciste » [Jean-Paul Sartre]. C'est pour cela que j'ai fait mon deuil de la Négritude, en même temps que celui du marxisme. Seul le surréalisme est resté. Il demeure encore aujourd'hui pour moi un outil de travail. Je le tiens par les deux bouts : le savant et le populaire. Mais attention ! Je me méfie du surréalisme aussi. Breton avait tendance à verser dans l'occultisme, à rattacher le surréalisme à certaines traditions kabbalistes, talmudistes, à tout ce côté ténébreux de l'histoire de la pensée – qui ne laisse pas, par ailleurs, d'être intéressant – mais qui revient en quelque sorte à chercher la pierre philosophale. Avec cela, je ne marche pas du tout.

J'ai tourné le dos à mes idéaux de jeunesse et je travaille aujourd'hui avec l'expérience tragique que j'en ai tirée.



© Leah Gordon

Garçon participant au carnaval de Jacmel, ville natale de R. Depestre. ☺☺

« Ezili Danto », œuvre d'Andre Eugene, de Grand Rue, Port-au-Prince. ☺

### Quel regard posez-vous sur le monde aujourd'hui ?

L'idée de révolution a été enterrée et l'histoire continue, avec son défilé télématique d'horreurs et de merveilles. Le mythe du Grand Soir de l'esprit et du corps est mort dans un grand lit à la soviétique, de mort tout à fait naturelle. Le cadavre n'est pas encore froid que déjà l'imaginaire de l'État totalitaire a réapparu sous les traits de l'intégrisme religieux. Toutes sortes de barbaries ethnonationalistes, au nom d'un prétendu programme de rénovation de la société des infidèles, élèvent des monuments à l'obscurantisme, au terrorisme, à de nouveaux brigandages d'État. À la périphérie de l'Occident, l'utopie intégriste succède à l'utopie de la révolution.

### Que peut la littérature pour donner aux individus l'envie de se lancer dans l'aventure d'une nouvelle renaissance ?

La réponse à cette question est déterminée par un contexte d'abominations fondamentalistes, de massacres interethniques, de violences nationalistes et racistes. Ce contexte est celui d'une planète totalement régie par la logique du marché.

Grâce aux outils rationnels de l'État de droit et de la démocratie, l'institution du marché a survécu à toutes les tempêtes ourdies contre elle. Mais, aujourd'hui, de l'avis général, la démocratie de marché a besoin de rénover ses assises et son mode de fonctionnement. Autrement elle risque de faire de la vie en société un casino planétaire sans envers ni endroit. Il est

donc de l'intérêt de l'ordre marchand triomphant de remédier aux conditions chaotiques et conflictuelles dans lesquelles s'effectue la mondialisation des affaires humaines.

Il y a lieu de faire prospérer avec hardiesse le patrimoine mondial des expériences historiques de la démocratie, le trésor des règles de la civilité et de l'art de vivre ensemble qu'on trouve dans les silos des sociétés civiles nationales les plus développées, les mieux rodées, en Occident, en matière de droit, de liberté, de justice et de solidarité. On devrait pouvoir changer la mondialisation désordonnée à laquelle nous assistons en un processus d'humanisation sans précédent des relations entre les individus et entre les États nations. La société civile internationale qui se constitue, dans le désordre et l'incertitude du lendemain, a besoin de l'oxygène du civisme planétaire et de la morale de la solidarité, qui permettraient le partage démocratique d'un certain nombre de valeurs et d'acquis qui sont d'ores et déjà les biens indivis du village qu'est devenu le monde.

### Qui seraient les promoteurs de ce civisme planétaire ?

Au premier rang de ces valeurs communes aux cultures de la planète, je vois l'imagination audacieuse des poètes et des écrivains. Nos travaux, selon l'identité strictement esthétique qui leur est spécifique, devraient aider les savants et les personnels politiques à réorienter notre vieux sens du bien et du mal, à rénover ce sens du sacré qui perd la tête ici et là, à rééquilibrer les contacts de civilisation entre le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est, dans un nouvel ordre mondial où les règles nécessaires du commerce, tempérées par une logique inédite du sens et de l'idéal, pourraient être vécues comme un équilibre original entre la nature et l'histoire. Pour prospérer encore sans courir à la catastrophe, l'esprit de marché devrait pouvoir compter dès maintenant sur des horizons éthiques : ceux du sens, des lois de la civilité, d'un art de vivre ensemble érigé en idéal de respect réciproque et de compassion entre les diverses humanités de la planète. ■



Jeune Pakistanais au travail. ©

pauvreté 90 millions d'individus supplémentaires. Davantage de pauvreté signifie que les parents doivent dépenser moins pour l'éducation de leurs enfants et, parfois, les retirer de l'école pour les mettre sur le marché du travail : c'est le cas de nombreuses familles frappées par la montée du chômage dans les mines de cuivre de la République démocratique du Congo.

### Le financement de l'éducation menacé par le ralentissement économique

On ne le sait pas encore assez, mais la croissance économique pèse d'un poids déterminant sur le financement de l'éducation. En Afrique subsaharienne, entre 2000 et 2005, les dépenses publiques ont progressé de 29 % dans l'enseignement primaire, contribuant à son expansion dans l'ensemble de la région. Près des trois quarts de cet effort étaient directement imputables à la croissance.

La détérioration des perspectives économiques risque donc de peser négativement sur les dépenses publiques d'éducation, entraînant une diminution des constructions de classes et des recrutements d'enseignants qualifiés, et l'augmentation du nombre de non scolarisés.

Que signifiera le ralentissement économique pour le financement de l'éducation en Afrique subsaharienne, qui abrite près de la moitié des enfants non scolarisés de la planète ?

L'estimation des recettes futures des États selon les perspectives de croissance avant et après l'irruption de la crise donne une idée de l'impact de celle-ci. Un scénario prévoit une réduction annuelle de 4,6 milliards de dollars des dépenses éducatives pour 2009 et 2010. Ces chiffres ne sont qu'estimatifs, mais ils illustrent bien les pressions budgétaires exercées par la récession dans de nombreux pays.

Les pays riches ont répondu à la crise financière en investissant massivement dans des programmes visant à relancer la croissance, protéger les citoyens vulnérables et préserver les infrastructures sociales. L'éducation a souvent eu la priorité : aux États-Unis, l'*American Recovery and Reconstruction Act* aurait ainsi dégagé 130 milliards de dollars pour préserver les dépenses

# L'éducation au péril de la crise financière

Par **Samer Al-Samarrai**

Après une décennie d'avancées favorables, la progression vers les objectifs de l'Éducation pour tous risque de marquer le pas, voire même de s'inverser, sous les effets de la crise économique mondiale, de la pauvreté grandissante, du ralentissement économique et de la pression exercée sur les finances publiques. Selon le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010*, on peut encore parer à ce danger, mais il faut agir vite.

**Avant même le début** de la crise, la hausse des prix alimentaires avait déjà soumis bien des pays pauvres à rude épreuve. Le cocktail empoisonné de prix élevés et de récession économique a mis à genoux, et pour longtemps, des millions de personnes vulnérables. Mais il a aussi dégradé l'environnement économique de la réalisation des objectifs de développement fixés pour 2015, dont ceux de l'Éducation pour tous.

L'aggravation de la malnutrition et le regain de la grande pauvreté ont un impact dévastateur sur l'éducation. La faim freine le développement cognitif de l'enfant, bloquant parfois

irréversiblement ses perspectives d'apprentissage. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la hausse des prix alimentaires a fait 175 millions de mal nourris supplémentaires en 2007 et 2008. La malnutrition a progressé chez les élèves des niveaux préscolaire et primaire dans plusieurs pays. La flambée des prix des denrées pèse aussi sur les dépenses d'éducation des ménages : au Bangladesh, un tiers environ des familles pauvres reconnaissent avoir consacré moins d'argent à l'éducation du fait de la hausse des prix.

On estime qu'en 2010, la récession économique aura poussé vers l'extrême

d'éducation. Ces mesures ont aussi creusé la dette de nombreux pays riches.

Contre la récession, les pays à faible revenu ont les coudées moins franches. Dans les plus pauvres, les recettes fiscales sont généralement appelées à baisser, ou à stagner, et l'accroissement de la dette n'est pas réellement envisageable. De nombreux pays africains à faible revenu doivent donc s'en remettre à l'aide internationale.

### L'aide à l'éducation à la baisse elle aussi

Avant la crise, l'aide à l'éducation avait déjà commencé de décliner dans des proportions inquiétantes. Elle a progressé au niveau mondial pendant la première moitié de la décennie, mais ensuite les engagements globaux piétinent : selon les différents rapports, on se trouvait à 12,1 milliards de dollars en 2007, à peu près au niveau de 2004. Le sort de l'éducation de base est particulièrement préoccupant. Si les promesses d'aide ont bondi entre 2000 et 2004, elles sont ensuite en dents de scie, entre stagnation et baisses brutales. Les 4,3 milliards de dollars signalés en 2007 représentaient une réduction en valeur réelle de 22 % par rapport à 2006 – un dédit de 1,2 milliard. Le recul des engagements est donc plus marqué dans l'éducation de base.

La crise financière met les budgets de l'aide sous pression. Certains pays donateurs, Irlande en tête, ont été durement frappés par la crise : les plans annoncés en 2009 prévoient une réduction de 22 % de l'aide, une régression après une période de hausse rapide. Dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni, les États-Unis ou le Japon, on s'est au contraire engagé à maintenir, voire même à relever, le niveau de l'aide à l'éducation.

Selon le *Rapport mondial 2010*, il faudrait donner plus de priorité à l'éducation dans les budgets nationaux et remonter le niveau des engagements d'aide à 16 milliards de dollars pour atteindre l'objectif d'enseignement primaire universel, développer les programmes d'éducation de la petite enfance et réduire le nombre d'adultes analphabètes – 759 millions d'individus, soit 16 % de la population mondiale – d'ici à 2015 dans les pays pauvres. Le montant actuel de l'aide à l'éducation de base dans ces 46 pays à faible revenu, aux alentours de 2,7 milliards de

dollars, reste insuffisant au regard des besoins.

La facture peut sembler colossale, mais elle ne représente qu'une infime fraction – environ 2 % – de la bouée de sauvetage lancée à quatre seulement des principaux établissements financiers du Royaume-Uni et des États-Unis. Les gouvernements nous disent, bien sûr, qu'en garantissant les actifs et en préservant le bilan des banques, ils font un investissement. Mais soutenir l'éducation dans le monde c'est investir aussi, dans la réduction de la pauvreté, le partage de la prospérité et une mondialisation plus équitable.

Dans son avant-propos au *Rapport mondial 2010*, Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, appelle donc au sursaut. « Face à cette crise, écrit-elle, il est urgent que les gouvernements créent des mécanismes pour protéger les pauvres et les personnes

vulnérables. Il faut aussi qu'ils profitent de l'occasion pour bâtir des sociétés qui combattent l'inégalité, de façon que tous puissent en bénéficier et prospérer. L'éducation est en première ligne ». ■

**Samer Al-Samarrai**, économiste spécialisé en éducation, est l'analyste principal des politiques du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010.

« Quand on perd son emploi, on pense à ses enfants. C'est la première chose qui m'est venue à l'esprit : comment je vais leur acheter leur uniforme à la rentrée, leurs cahiers et tout le reste... Comment je vais les nourrir, aux prix d'aujourd'hui... Mes enfants n'ont que moi, je suis seule à les élever... »

**Kenia Valle**, Managua (Nicaragua)



L'éducation est sous la menace de l'échec. ©





© UNESCO / Akhtar Soomro

# Éducation pour tous : nous ne tenons pas nos promesses

Par **Kevin Watkins**

Lors du Forum mondial de l'Éducation pour tous, organisé à Dakar (Sénégal) en 2000, les États se sont engagés à faire bénéficier tous les enfants du monde d'une éducation de base, dans un délai de 15 ans. À cinq ans de l'échéance, 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école en demeurent exclus.



© UNESCO / Akhtar Soomro

**La journée débute** tôt à l'école d'Aqualaar, village, situé dans les terres arides du nord-est du Kenya. À 5 heures, lorsqu'arrivent les élèves, le maître, Ibrahim Hussein (18 ans), se tient déjà devant le tableau noir, prêt pour son cours d'arithmétique.

À Aqualaar, l'« école » se résume à une étendue sableuse à l'ombre d'un acacia. Le tableau noir est suspendu à une branche. Pas de pupitres, pas de chaises non plus. Et pourtant trente enfants boivent les paroles du maître, suivant la leçon en griffonnant des chiffres sur le sable, avec un bâton.

Si la classe débute avant l'aube, c'est pour une bonne raison : à 8 heures, les enfants quitteront l'école pour vaquer à leurs tâches quotidiennes. Les garçons mèneront paître chèvres et vaches avec leurs pères, les filles iront avec leurs mères puiser l'eau à 10 km de là. Mais à 5 heures de l'après-midi, tout ce petit monde reviendra sous l'acacia pour deux autres heures d'étude.

Bienvenue dans l'univers éducatif des éleveurs somalis de Garissa, une des régions les plus défavorisées du Kenya. Là-bas, moins d'un enfant sur trois achève une scolarité primaire. Seules 10 % des filles entrent dans l'âge adulte avec plus de deux années d'instruction.

Délaissés par l'État, les parents se prennent en charge, rétribuant eux-mêmes, bien que modestement, l'instituteur M. Hussein – un diplômé du secondaire – et dégageant pour leurs enfants du temps consacré à l'étude. Khadija Ali, père de Fatima (7 ans) et de Hassan (9 ans) qui sont scolarisés ainsi, n'a pas hésité un instant : « C'est dur, bien sûr. Mais grâce à l'éducation, mes enfants auront une meilleure vie et des chances que je n'ai jamais eues ».

On aimerait que les gouvernements à travers le monde fassent preuve de la même résolution et du même empressement. Il y a dix ans, lors d'un forum mondial organisé à Dakar, au Sénégal, ils se sont engagés à faire bénéficier tous les enfants du monde d'une éducation de base, dans un délai de 15 ans. Mais la promesse n'est pas tenue.

*Classe d'école dans un quartier défavorisé de Karachi (Pakistan).* ☺

*Élèves de l'école Begum Hajra, lors d'une inondation saisonnière des égouts à Karachi.* ☺

À moins de cinq ans de l'échéance, les registres scolaires sont éloquentes : alors que, de plus en plus, l'économie mondiale exige connaissances et compétences, 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école en demeurent exclus. Des millions d'autres quittent les études avant la fin du cycle primaire. Et lorsqu'ils poursuivent jusqu'au secondaire, beaucoup n'ont pas le niveau nécessaire en lecture, écriture et calcul – signe de la mauvaise qualité de l'enseignement qu'ils ont reçu.

Il y a quand même des bonnes nouvelles. Certains pays parmi les plus pauvres ont fait des progrès colossaux en éducation. Mais comme n'importe quel écolier vous le dira, une promesse est une promesse, et celle de l'Éducation pour tous ne sera pas tenue au rythme actuel : les chiffres divulgués par l'UNESCO cette année montrent en effet que si nous n'accélérons pas nos efforts, il y aura encore 56 millions de non scolarisés en 2015.

Changer cette donne devrait être la première de nos priorités. Les gouvernements des pays en développement peuvent ouvrir la voie en prenant des mesures politiques et financières pour atteindre les enfants les plus défavorisés.

### Une route pavée d'obstacles

Car trop souvent, ceux qui auraient le plus à gagner sont aussi les plus mal servis par

l'école publique. Dans les bidonvilles du monde, de Manille à Nairobi, l'absence de services publics décent oblige des millions de familles pauvres à recourir à une éducation privée payante, de qualité généralement médiocre, et beaucoup n'en ont même pas les moyens.

Bien sûr, les problèmes éducatifs ne sont pas isolés, ils font corps avec ces plus vastes fléaux que sont la pauvreté et la discrimination des filles et des femmes. Au Pakistan, par exemple, les filles des familles rurales pauvres ne passent en moyenne pas plus de deux ans à l'école, soit moins du tiers de la moyenne nationale.

En matière éducative, les gouvernements des pays en développement ne sont cependant pas les seuls à la traîne. Les pays donateurs n'ont pas davantage honoré leurs engagements. Pour que tous les enfants du monde bénéficient d'une éducation de base, il faudrait déboursier chaque année 13 milliards de dollars EU d'aide supplémentaire jusqu'en 2015. Or, après plusieurs années de stagnation, les engagements de soutien à l'éducation de base ont baissé l'an dernier.

Le contraste avec la santé est frappant. Les fonds dégagés au niveau mondial pour la lutte contre le VIH-SIDA et la vaccination ont canalisé l'attention politique, provoquant une intensification de l'aide aux populations dans le besoin.

L'Initiative de mise en œuvre accélérée, un cadre mondial opérant sous les auspices de la Banque mondiale, était pourtant conçu pour jouer un rôle similaire dans l'éducation. Mais elle a souffert de la faiblesse des financements et d'interminables délais bureaucratiques, certains pays devant patienter deux à trois ans avant d'obtenir un soutien.

La route de l'Éducation pour tous reste pavée d'obstacles : la pénurie d'enseignants et d'écoles, les préjugés tenaces, la discrimination à l'encontre des filles, la pauvreté écrasante et l'inadaptation de certains enseignements. Mais ils peuvent être surmontés grâce à des dépenses publiques plus équitables, un soutien ciblé aux plus défavorisés et des politiques qui attirent, forment et retiennent les enseignants compétents.

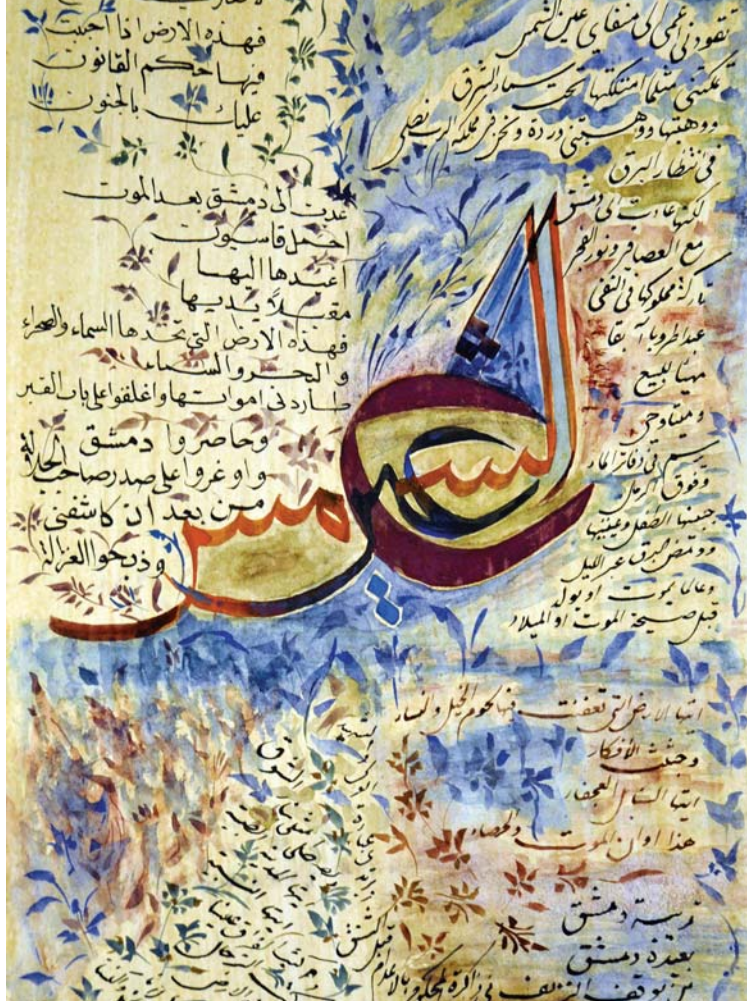
Les bons établissements sont une arme redoutable contre la pauvreté, l'injustice sociale et l'extrémisme. Investir dans une école de qualité, c'est investir dans la croissance économique, la prospérité partagée et la sécurité. Il est grand temps que les gouvernements redonnent à l'éducation la place qu'elle mérite, au centre de l'agenda politique national et international. ■

**Kevin Watkins** est le directeur du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010*, publication de l'UNESCO parue le 19 janvier 2010.



Scène d'une cour d'école au Liberia. ©

© UNESCO / Glenn Gordon



© UNESCO / Patrick Lagès

« **Je suis né la plume à la main** », raconte-t-il. « Je ne me rappelle pas le moment précis où je me suis essayé à la calligraphie pour la première fois », ajoute-t-il. « Dans le quartier où je suis né, il y avait beaucoup de roseaux, dont on fait des plumes. » Ghani Alani a commencé à travailler tôt. « J'ai d'abord été embauché par la compagnie des chemins de fer à Bagdad. Le jour, je nettois les wagons, le soir je rentrais étudier », raconte-t-il. « Le vendredi, jour de repos hebdomadaire, je me consacrais à l'étude et à la pratique de la calligraphie ».

« Mon maître s'appelait Hachem Mohamed, plus connu sous le nom de Baghdadi. Il est l'héritier des plus grands maîtres de la calligraphie dont la lignée remonte à l'école abbasside, veille de douze siècles. J'avais treize ans lorsque j'ai fait sa connaissance. Durant trois ans, je me suis plongé dans l'étude de l'écriture. Une fois la première phase de l'enseignement terminée, la seconde m'est apparue plus aisée. Car une lettre conduit à dessiner deux lettres, puis ces deux lettres à former un mot et enfin une phrase. »

Ce maître de calligraphie ne s'est pas contenté de lui apprendre comment tracer les lettres à la plume, il l'a aussi incité à prendre conscience du lien entre l'être et la lettre. « Il y a dans la calligraphie quelque chose qui a à voir avec l'âme », estime-t-il. La plume du calligraphe, n'est que le prolongement même de son bras, de tout son être. « Mon maître ne me disait jamais comment tracer mes lettres, il attirait plutôt mon attention sur le lien entre le corps et la lettre : « Les mains, disait-il, sont différentes, et leur taille joue sur les lettres, la lettre est ainsi le reflet de

Calligraphie de Ghani Alani. ❖

## Ghani Alani : « La calligraphie est le lien entre l'être et la lettre »

Par **Bassam Mansour**, UNESCO

« Au commencement, il y avait Bagdad ». C'est en ces termes que le calligraphe irakien Ghani Alani évoque le rôle de sa ville dans l'histoire de la calligraphie arabe et musulmane. Elle est le lieu même d'où sont partis les autres courants, les diverses écoles. Il reconnaît cependant que l'art de la calligraphie s'est développé dans d'autres grandes capitales de la civilisation arabo-musulmane, de l'Andalousie à Boukhara.

l'homme. J'ai appris cet art de Hachem al Baghdadi, tel qu'il l'avait hérité des fondateurs de l'école de Bagdad. Un jour, il m'a décerné un diplôme qu'il n'avait remis à aucun de ces élèves. Lorsqu'un professeur de calligraphie délivre un tel certificat, il autorise son élève à signer ses œuvres de son nom. Le diplôme prend la forme d'un papier officiel reconnaissant que l'élève a véritablement atteint le niveau d'expertise ». Dans ce document on peut lire : « Lorsqu'il est apparu que le destinataire de ce beau certificat a assimilé les règles de la calligraphie arabe, a exploré toutes les formes de cet art et y a excellé, je lui ai octroyé le droit d'apposer sa signature au bas de ses belles écritures... »

Ghani Alani a quitté Bagdad pour Paris en 1967. « À Paris, j'ai poursuivi des études supérieures en droit et obtenu un doctorat », explique-t-il. « Je souhaitais que la calligraphie reste un loisir mais la passion a pris le dessus. L'homme de loi a délaissé sa toge pour faire du roseau affûté son instrument de travail. En nous remettant nos diplômes, le doyen de l'université de droit nous a dit : « Aujourd'hui vous êtes prêts pour l'étude du droit ». Par là, il voulait dire que notre enseignement nous avait donné les moyens de penser. Au fond, c'est exactement ce que le professeur Hachem al Baghdadi, nous disait à propos de la calligraphie ».

« Mon droit terminé, j'ai intégré l'institut des beaux-arts de Bagdad, selon le souhait de mon enseignant Hachem al Baghdadi », explique-t-il. « L'année de mon entrée à l'Institut, un grand maître turc de l'enluminure islamique, Hamad al Amidi, a été invité. Son enseignement a été très important pour moi. De fait, je pratique à la fois la calligraphie et l'enluminure, ce qui n'est pas courant. Depuis le début, j'ai tenté de saisir l'essence de l'écriture dans la civilisation arabe. À partir de mon expérience, j'ai travaillé sur les idées d'unité et de continuité que la calligraphie permet d'exprimer. Elle apparaît ainsi comme un fleuve que les autres arts, tels des affluents, viennent enrichir. »

Pour Ghani Alani, le développement de la calligraphie dans la civilisation arabe n'est pas lié – comme on le pense souvent – à l'interdiction de la représentation picturale. « C'est une hypothèse erronée », assure-t-il. « Il existe des dessins dans la civilisation islamique, notamment en Turquie ou en Iran. La calligraphie peut, en outre, comporter des images figuratives. L'apogée de la calligraphie dans la civilisation arabe vient plutôt de ce qu'il s'agit d'une civilisation du verbe, et ce depuis l'ère préislamique, lorsque la poésie était l'unique art et le poète la fierté de son clan. Et là, où il y a le verbe, il y a l'écrit... »

Il explique ainsi les origines formelles de la calligraphie : « Le tracé droit et le tracé courbé. On les retrouve dans toutes les formes d'écritures du monde et depuis toujours, des pictogrammes aux idéogrammes en passant par l'écriture phonétique qui donna au cunéiforme la structure syllabique. Depuis l'invention du cunéiforme, les écritures ont pris ces deux formes, de tracé droit et tracé courbé. On en trouve de nombreuses illustrations dans les écrits de Mésopotamie, comme l'inscription du code d'Hammourabi dont les lettres se caractérisent par leur rectitude, contrairement à l'usage de l'époque. »

Ghani Alani nous livre également son opinion quant à l'écriture coufique. « Je n'ai jamais qualifié de coufique l'écriture droite. Ceux qui l'ont dénommé ainsi ont commis une erreur de taille en établissant que toute écriture droite et angulaire pouvait être dite coufique. La vérité est toute autre. Cette écriture remonte bien avant la naissance de la ville du Kufa, d'où le nom coufique ou Kufique, à l'époque des Mouaalakat (les sept plus beaux poèmes de l'ère préislamique qui auraient été inscrits à l'entrée de la Kaaba, à la Mecque). Pour ma part, je préfère qualifier cette écriture-là d'angulaire. Il est vrai que le courant coufique y a apporté des améliorations et en a élargi l'usage, tant dans les manuscrits que dans l'architecture. L'école de Bagdad a ensuite



« La civilisation arabe est une civilisation du verbe ». ❖

créé l'écriture cursive qui comporte plusieurs types, le *thuluth*, le *diwani* et le *naskhi* qui a été retenu pour l'imprimerie. »

Ghani Alani prend pour exemple les *Mouallakats*, alors qu'il existe des doutes sur l'existence même de ces célèbres poésies. « Il se trouvera toujours des personnes pour douter de la véracité de ces *Mouallakats* », explique-t-il, « il est cependant indiscutable qu'il existait, depuis l'époque préislamique, des textes écrits avec l'alphabet arabe. On a retrouvé des documents, des traités, des accords, gravés sur des tablettes de pierre qui remontent bien avant la période islamique. On a également trouvé sur certains sites archéologiques des textes gravés dans la pierre dont le plus célèbre se trouve à Madāin Saleh », en Arabie Saoudite.

Ghani Alani vit à Paris depuis plus de 40 ans. Sur son rapport à l'Occident, il confie : « Je vis en Europe, et l'échange que j'ai eu avec la société occidentale a été très fructueux, dans un sens comme dans l'autre. Et ce malgré la différence qui distingue la pensée arabe de la pensée occidentale car la pensée arabe se fonde sur le verbe, alors que celle de l'Occident repose sur l'image. Or, le verbe comprend l'image. Le meilleur exemple en est la poésie, – le registre des Arabes, – selon les anciens. »

Recevoir le prix UNESCO-Sharjah pour la culture arabe signifie beaucoup pour lui. « C'est en premier lieu la pleine reconnaissance de la calligraphie en tant qu'art, un art qui fait partie de l'âme de la civilisation arabe, et représente l'ossature de cette culture. Mais ce qui est plus important encore, c'est que ce prix me soit attribué en tant qu'artiste iraquien. Cela permet de montrer un autre visage de l'Iraq, différent des images de guerre et de violence qui ont envahi les écrans ». ■

**Ghani Alani** est, avec l'éditrice et universitaire polonaise Anna Parzymies, le lauréat 2009 du prix Unesco-Sharjah pour la culture arabe. Ce prix, créé en 1998 à l'initiative des Émirats arabes unis, récompense chaque année deux personnes – un ressortissant d'un pays arabe et un ressortissant de tout autre pays – dont l'œuvre a contribué au développement et à la promotion de la culture arabe. Pour plus de renseignements sur le prix, contacter Jeannette Tchilinguirian (j.tchilinguirian@unesco.org).



Le Président Sam Nujoma, à l'UNESCO, en 2004. ©

© UNESCO / Michel Ravassard

## L'égalité des genres : un impératif pour le développement

Sam Nujoma, l'homme qui a mené la République de Namibie à son indépendance, en 1990, et l'a présidée pendant 15 ans, est un doyen de la politique en Afrique. Un aspect moins connu de ses combats : l'engagement pour la parité entre les femmes et les hommes. Il explique à Hans d'Orville et Clare Stark quel rôle il attribue aux femmes, dans son pays et à l'échelle internationale.

**Président Nujoma, vous êtes connu dans le monde comme un vétéran des luttes pour l'indépendance des pays africains, mais vous êtes également un défenseur de l'égalité des genres. Nous aimerions que vous nous donniez votre point de vue à ce sujet.**

L'égalité des genres est une question réellement urgente, en particulier dans les pays en développement. Par le passé, les hommes et les femmes assumaient des rôles spécifiques en fonction de leur sexe. Dans la société moderne et informatisée d'aujourd'hui, ces rôles ne peuvent plus être les mêmes. Les femmes exercent de nombreuses professions autrefois réservées aux hommes, mais il y a

encore beaucoup à faire sur ce plan. Nous avons besoin de davantage d'hommes et de femmes pour récolter pleinement les bénéfices des ressources naturelles de notre pays. Il est évident que tout le monde doit participer pour que nous puissions éradiquer la pauvreté.

**Quel a été le rôle des femmes dans le mouvement de libération de votre pays ?**

Les femmes ont joué un rôle central dans le combat pour la libération. Nous avions des bataillons de femmes et elles étaient souvent plus fermes que les hommes. Lors du 3e congrès de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest

africain (SWAPO), en 2002, nous avons adopté une résolution qui nous oblige à respecter la parité des sexes dans les délégations régionales. Le congrès a également demandé au comité central de développer un mécanisme qui garantisse l'élection d'au moins 30 % de femmes en son sein. La SWAPO est dirigée par une femme. C'est Mme. Pendukeni Iivula-Ithana qui est notre Secrétaire générale et elle est également ministre de la Justice.

**Cette politique vaut-elle également pour le gouvernement namibien ? Vous acheminez-vous vers la parité hommes-femmes dans les ministères ?**

C'est notre objectif, mais nous n'y sommes pas encore. Pour l'instant les femmes occupent 22% des sièges de notre assemblée nationale. Nous devons remplir nos obligations envers la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADEC), notre groupement économique régional, et l'Union africaine, qui stipulent que 50 % des ministres doivent être des femmes, d'ici à 2015.

**Faudra-t-il affecter des fonds supplémentaires à l'égalité des sexes dans le budget national, afin de promouvoir le rôle des femmes ?**

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de rallonger le budget national pour employer des femmes au gouvernement, mais je pense que des fonds supplémentaires sont indispensables pour garantir que tous les enfants des districts de la SWAPO, garçons et filles, aient accès à l'informatique pour être mieux armés et réussir dans ce monde globalisé.

L'éducation est l'une des clés du développement. Au moment de l'indépendance, la qualité de l'enseignement dépendait de la couleur de peau et de l'origine ethnique, les Blancs étant bien sûr privilégiés. Ce système avait été imposé par le régime de l'Apartheid et nous avons dû faire table rase de tout cela après l'indépendance. Le Premier ministre actuel, H.E. Nahas Angula, qui était le ministre de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports lorsque la Namibie est devenue indépendante en 1990, s'est chargé de réformer le système éducatif namibien, qui est désormais excellent grâce à lui.

**Les projets de développement namubiens ciblent-ils suffisamment les femmes ?**

En Namibie, les femmes sont encouragées à participer au développement du pays sous tous ses aspects.

**Que pensez-vous de l'égalité des sexes dans les organisations internationales ? En êtes-vous satisfait ou pensez-vous que les tendances actuelles devraient être renforcées ?**

Je me risquerais à dire qu'au moins 85 % de toutes les agences spécialisées de l'ONU devraient être dirigées par des femmes, car elles sont plus aptes à traiter les questions liées à la promotion du développement humain. ■

**Hans d'Orville** est Sous-Directeur général pour la planification stratégique. **Clare Stark** est Spécialiste adjointe du programme, Bureau du Sous-Directeur général pour la planification stratégique.

*Cette rubrique, lancée par le Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO, aborde des sujets de prospective intéressant à la fois le grand public et les États membres de l'Organisation. Elle présente des opinions intellectuelles susceptibles de nourrir la réflexion, la programmation et l'action de l'UNESCO dans ses différents domaines de compétence.*

**Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes occupent des postes à responsabilité au sein du système des Nations Unies. La Bulgare Irina Bokova a été élue à la tête de l'UNESCO en octobre 2009. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est dirigée par Margaret Chan, le Programme alimentaire mondial (PAM) par Josette Sheeran, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) par Ann Margaret Veneman, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par Helen Clark et Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) par Thoraya Obaid.**

*Oxapampa-Ashaninka-Yanesha, situé dans la région de la futaie amazonienne du Pérou, a été désignée réserve de biosphère, en juin 2010. ↻*

**Le Réseau mondial de réserves de biosphère** a été enrichi de treize nouveaux sites, en juin 2010. Le réseau compte désormais 564 sites répartis dans 109 pays.

Les réserves de biosphère sont des zones désignées dans le cadre du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB), dans le but d'y tester différentes approches de gestion intégrée de la biodiversité et des ressources terrestres, côtières, marines ou d'eau douce. Des expériences y sont menées afin d'en tirer des enseignements en vue du développement durable.

**Lire :**

Liste complète des réserves de biosphère (2010)  
[www.unesco.org/mab/doc/brs/BRList2010.pdf](http://www.unesco.org/mab/doc/brs/BRList2010.pdf)

**Carte du Réseau mondial de réserves de biosphère 2009**

<http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001848/184853M.pdf>

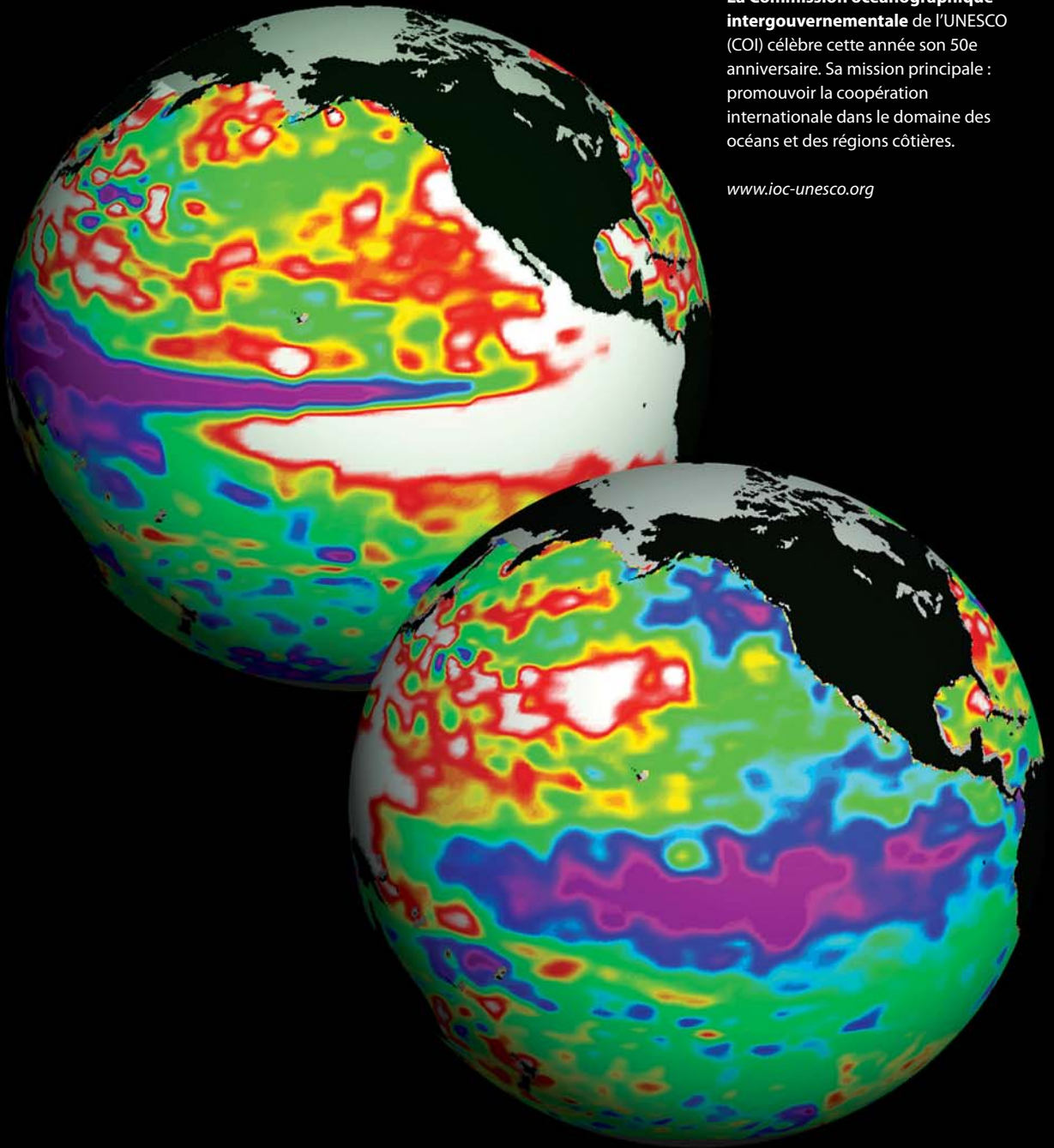
**Faire face au changement climatique Stratégie de l'UNESCO**

<http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001627/162715f.pdf>



**La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI)** célèbre cette année son 50<sup>e</sup> anniversaire. Sa mission principale : promouvoir la coopération internationale dans le domaine des océans et des régions côtières.

[www.ioc-unesco.org](http://www.ioc-unesco.org)



*El Niño de novembre 1997 et La Niña de mars 1999. Images de l'océan Pacifique montrant les variations du niveau de la mer et permettant de comprendre les interactions entre l'océan et l'atmosphère, qui affectent les événements climatiques.*